



# Rapport du troisième trimestre 2019

Rapport financier  
pour le trimestre clos le  
31 décembre 2018

Votre partenaire de choix  
en formation  
partout dans le monde



# Rapport aux actionnaires

## Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
8	4. Variations du change
8	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
11	6. Résultats consolidés
13	7. Résultats par secteur
18	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
20	9. Situation financière consolidée
22	10. Regroupements d'entreprises
22	11. Événement postérieur à la date clôture
23	12. Modifications de méthodes comptables
28	13. Contrôles et procédures
29	14. Principales informations financières trimestrielles

## États financiers consolidés intermédiaires

30	État consolidé de la situation financière
31	État consolidé du résultat net
32	État consolidé du résultat global
33	État consolidé des variations des capitaux propres
34	Tableau consolidé des flux de trésorerie

## Notes annexes

35	Note 1	Nature des activités et principales méthodes comptables
36	Note 2	Modifications de méthodes comptables
41	Note 3	Regroupements d'entreprises
41	Note 4	Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
44	Note 5	Autres profits – montant net
44	Note 6	Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
45	Note 7	Participation gouvernementale
45	Note 8	Capital-actions, résultat par action et dividendes
46	Note 9	Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
47	Note 10	Juste valeur des instruments financiers
49	Note 11	Transactions avec les parties liées
49	Note 12	Événement postérieur à la date de clôture

# Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 816,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2019, comparativement à 828,2 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est élevé à 77,6 millions \$ (0,29 \$ par action) au troisième trimestre, comparativement à 143,8 millions \$ (0,53 \$ par action) l'an dernier. Abstraction faite d'un recouvrement d'impôt sur le résultat attribuable à la réforme fiscale aux États-Unis et d'un gain net découlant de la réévaluation de la participation antérieure de CAE dans l'Asian Aviation Centre of Excellence (AACE), le résultat net aurait été de 102,7 millions \$ (0,38 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu une belle lancée au troisième trimestre avec des commandes qui atteignent 882 millions \$ pour un carnet de commandes record de 9 milliards \$; et nous avons généré plus de 155 millions \$ en flux de trésorerie disponibles. D'ici la clôture de l'exercice financier, nous continuons de prévoir que CAE atteindra ses perspectives annuelles », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction à CAE. « Le résultat opérationnel est en baisse par rapport au troisième trimestre l'an dernier, ce qui est conforme à nos attentes qu'une part disproportionnée de nos perspectives annuelles de croissance sera générée par des livraisons records de simulateurs au dernier trimestre de l'exercice financier. Les commandes enregistrées pour nos solutions de formation civile demeurent élevées avec un carnet de commandes du secteur Civil qui atteint un nouveau sommet à 4,6 milliards \$. Nous avons signé des accords de formation à long terme avec des clients dont easyJet, et depuis le début de l'exercice, nous avons vendu 64 simulateurs de vol, ce qui dépasse déjà le record annuel de l'industrie. Du côté du secteur Défense, les résultats ce trimestre sont mitigés. Nous avons enregistré une forte croissance des revenus, qui s'explique en grande partie par un niveau plus élevé de services sur des contrats qui débutent et qui sont encore à un stade initial de rentabilité. Certains facteurs additionnels liés au 'timing' ont également contribué à la baisse du résultat opérationnel du secteur Défense ce trimestre que nous prévoyons atténuer au cours des prochains trimestres. »

## Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 458,4 millions \$ ce trimestre, en baisse de 15 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel<sup>(\*)</sup> s'est établi à 87,2 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 24 % par rapport au troisième trimestre l'an dernier, abstraction faite du gain net lié à AACE. Le taux d'utilisation<sup>(\*)</sup> de nos centres de formation est de 75 % ce trimestre. En raison de l'arrêt de travail de cinq semaines l'été dernier, le secteur Civil a enregistré, comme nous l'avions prévu, moins de livraisons de simulateurs (installés chez le client et prêts pour la formation) au cours du troisième trimestre comparativement à la même période l'an dernier. CAE a réussi à accélérer la production afin d'atténuer l'incidence de cet arrêt de travail et le secteur Civil est sur la bonne voie pour livrer un nombre record de 56 simulateurs de vol (FFS) au cours de l'exercice, avec plus de 40 % uniquement au cours du quatrième trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 586,6 millions \$, y compris un contrat de 10 ans avec easyJet pour la formation de l'ensemble de ses pilotes qui s'entraîneront dans trois emplacements de formation de CAE en Europe, y compris un nouveau centre ultramoderne à London-Gatwick. Le secteur Civil a également signé un contrat exclusif de formation des pilotes avec Endeavor Air ainsi que des contrats de formation des pilotes d'avions d'affaires avec Icon Aviation et Windsor Jet. Le secteur Civil a vendu 16 FFS au cours du trimestre à des clients comme Nippon Cargo Airlines, Aeroméxico, Lufthansa Aviation Training et Shanghai Eastern Flight Training Company. Ces commandes portent à 50 le nombre total de FFS vendus pour les neuf premiers mois de l'exercice financier. Le secteur Civil a vendu 14 FFS additionnels depuis la clôture du trimestre pour un total de 64 FFS à ce jour, et prévoit atteindre environ 70 FFS vendus au cours de l'exercice au complet.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>(\*)</sup> du secteur Civil est de 1,28 ce trimestre et 1,31 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil a atteint un montant record de 4,6 milliards \$ à la fin du trimestre.

Le 8 novembre 2018, CAE a convenu de monétiser ses obligations de paiement de redevances futures en vertu de l'accord de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec Bombardier et de prolonger cet accord jusqu'en 2038. En décembre 2018, CAE a conclu la transaction de monétisation qui s'est traduite par une sortie de fonds de 155,0 millions \$ US. L'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier par CAE a franchi d'importants obstacles sur le plan réglementaire en vertu de la loi antitrust américaine et, en attente de l'obtention des approbations réglementaires et des consentements de tiers, CAE prévoit maintenant conclure l'acquisition de la division BAT d'ici la fin du mois de mars 2019.

Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a fait l'acquisition de la quote-part d'Avianca dans la coentreprise de formation, y compris les actifs de formation d'Avianca, dans le cadre d'un accord exclusif de 15 ans portant sur l'impartition de la formation.



## **Défense et sécurité (Défense)**

Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 330,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 27 % par rapport au même trimestre l'an dernier et le résultat opérationnel sectoriel est de 25,2 millions \$ (7,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 17 % comparativement au troisième trimestre l'an dernier. La croissance des produits des activités ordinaires est principalement attribuable à un niveau d'activités plus élevé sur le plan des services, y compris des contrats par l'entremise d'AOCE acquise récemment, et le contrat de la U.S Navy visant à fournir des services d'instruction au Chief of Naval Air Training, deux contrats qui débutent et qui sont encore à un stade initial de rentabilité. Des facteurs additionnels liés au 'timing' ont contribué à diminuer le résultat opérationnel et les marges du secteur Défense comparativement au troisième trimestre l'an dernier : des dépenses plus élevées en R-D relativement aux récents programmes de développement; et des retards au niveau de l'avancement des programmes ayant des marges plus élevées, y compris le programme canadien d'aéronefs de recherche et de sauvetage à voilure fixe et le centre de formation navale des Émirats arabes unis. CAE a déjà pris des mesures afin d'atténuer ces facteurs liés au 'timing' au cours des prochains trimestres.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes de 267,8 millions \$, y compris la première phase d'un contrat de huit ans de plus de 250 millions \$ avec la U.S. Air Force visant à fournir des services complets d'entraînement des équipages C-130H. Parmi les autres importants contrats remportés, notons un contrat visant à fournir au consortium industriel Eurofighter une série de mises à niveau de ses dispositifs d'entraînement et des services de soutien à la maintenance pour le programme Eurofighter Pilot Synthetic Training System en Allemagne et en Espagne, et avec Boeing pour effectuer la mise à niveau de ses simulateurs P-8A. Le secteur Défense a également reçu une commande de la part de la U.S. Navy pour qu'elle entame la prochaine phase d'un contrat de cinq ans d'une valeur de plus de 160 millions \$ pour fournir des services d'instruction contractuels au Chief of Naval Air Training à cinq bases aéronavales. De plus, en vertu d'un programme américain de vente d'équipement militaire à l'étranger, la U.S. Navy a octroyé un contrat pour continuer à fournir des services de maintenance et de soutien des systèmes d'entraînement MH-60R de la Royal Australian Navy.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense est de 0,81 ce trimestre et de 1,03 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 4,4 milliards \$ à la fin du trimestre.

## **Santé**

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se chiffrent à 27,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 27,9 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 0,6 million \$, comparativement à 1,5 million \$ au troisième trimestre l'an dernier.

Le secteur Santé a annoncé le lancement de CAE Luna en janvier 2019, un simulateur de nouveau-né innovateur conçu pour répondre aux besoins en formation clinique en matière de soins aux nouveau-nés et aux nourrissons. De plus, au cours du trimestre, CAE Santé a développé deux nouveaux entraîneurs de tâches d'échographie CAE Blue Phantom pour la formation fondée sur la simulation : les modèles Pediatric Regional Anesthesia Central Line et Cardio Echo. CAE Santé a lancé le nouveau simulateur d'échographie CAE Vimedix 2.0, qui offre du nouveau contenu pédagogique et est compatible avec les nouveaux modules complémentaires de réalité augmentée.

## **Autres points saillants financiers**

Les flux de trésorerie disponibles affichent 155,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 146,0 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. L'augmentation découle essentiellement de la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,2 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 15 %, comparativement à un taux négatif de 9 % au troisième trimestre l'an dernier. L'an dernier, le taux d'imposition négatif découlait principalement de la réforme fiscale aux États-Unis. Le taux d'imposition ce trimestre reflète l'impact positif des contrôles fiscaux au Canada et un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance<sup>(\*)</sup> ont totalisé 61,6 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette<sup>(\*)</sup> était de 985,7 millions \$ pour un ratio de la dette nette sur le capital total<sup>(\*)</sup> de 29,4 %, comparativement à une dette nette de 795,1 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital total de 25,8 % à la fin du trimestre précédent.

CAE a conclu un accord visant à émettre des billets de créances de premier rang non garantis de 550 millions \$ US, assujettis aux conditions de clôture habituelles. Ces fonds serviront à financer l'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier par CAE et à refinancer une partie de la dette existante de CAE ainsi que les récents prêts à terme annoncés le 8 novembre 2018. Les billets seront émis en tranches libellées en dollars américains à des taux d'intérêt fixes variant entre 4,45 % et 4,90 % par

année, selon une date d'échéance de 10 à 15 ans. Dix-neuf importants investisseurs institutionnels des États-Unis et du Canada font partie des détenteurs de billets.

Le rendement du capital utilisé<sup>(\*)</sup> était de 11,7 %, comparativement à 11,9 % l'an dernier, abstraction faite de l'incidence du recouvrement d'impôt sur le résultat de l'exercice 2018 découlant de la réforme fiscale aux États-Unis et des gains nets tirés des transactions stratégiques relatives à nos coentreprises en Asie.

CAE versera un dividende de 0,10 \$ par action le 29 mars 2019 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 mars 2019.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, CAE a racheté et annulé 1 923 400 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal (OPRCN) des activités, au prix moyen pondéré de 25,54 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 49,1 millions \$. Le 8 février 2019, CAE a reçu l'approbation de la part de son conseil d'administration pour le renouvellement de son OPRCN visant le rachat d'au plus 5 300 613 de ses actions ordinaires émises et en circulation (environ 2 % de ses actions en circulation) au cours de la période s'échelonnant du 25 février 2019 au 24 février 2020.

### **Perspectives de la direction – croissance à l'exercice 2019 (résultats ajustés en fonction de la norme IFRS 15)**

Les marchés principaux de CAE bénéficient de la croissance à long terme et CAE prévoit dépasser la croissance constante de ses marchés au cours de l'exercice 2019. Dans le secteur Civil, la Société prévoit continuer à générer une croissance du résultat opérationnel légèrement au-dessus de 10 % étant donné que la demande actuelle pour ses solutions de formation innovatrices se traduit par des gains au niveau des parts de marché et de nouveaux partenariats en formation. De plus, le secteur Civil prévoit conserver sa position de chef de file au niveau des ventes de FFS et enregistrer près de 70 commandes de FFS au cours de l'exercice 2019. Du côté du secteur Défense, la Société continue à prévoir un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, étant donné qu'elle livre ses commandes en carnet et continue à remporter des occasions d'affaires dans un marché très grand. CAE s'attend à ce que le secteur Santé poursuive sa croissance dans les deux chiffres cette année avec sa présence encore plus vaste sur le marché, son catalogue élargi et le lancement soutenu de produits innovateurs. CAE s'attend à ce que ses revenus et ses profits soient balancés au deuxième semestre de l'exercice, en raison de l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 15 relative à la livraison des simulateurs, et d'un arrêt de travail de cinq semaines qui a précédé le renouvellement de la convention collective avec les employés de fabrication de CAE au Canada. L'entreprise a réussi à accélérer la production afin d'atténuer les répercussions de cet arrêt de travail et prévoit livrer un nombre record de simulateurs au cours du dernier trimestre de son exercice financier. Le financement des occasions de croissance demeure la priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être soutenu par des clients qui impartissent de plus en plus leur formation dans ses importants marchés principaux. CAE prévoit actuellement que ses dépenses totales d'investissement en immobilisations atteindront environ 250 millions \$ à l'exercice 2019. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie d'être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2018 de CAE.

### **IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2018, CAE a adopté la norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui change la façon de comptabiliser les produits des activités ordinaires de la Société pour un certain nombre de contrats avec ses clients. L'incidence de la norme IFRS 15 pour CAE porte principalement sur le moment où les produits des activités ordinaires sont comptabilisés pour certains dispositifs de formation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et qui ne satisferont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces dispositifs de formation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. Bien que ces changements se répercutent sur le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie tirés des contrats. Les résultats financiers publiés dans ce communiqué pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15 étant donné que la Société a adopté la norme de façon rétrospective au cours de cet exercice financier. Pour plus de renseignements, y compris l'incidence sur les résultats de l'exercice 2018 de CAE, veuillez vous reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2018.

\* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements sur ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE du T3-EX19.



# Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2018

## 1. POINTS SAILLANTS

### RETRAITEMENT DES RÉSULTATS DES PÉRIODES COMPARATIVES

Le 1<sup>er</sup> avril 2018, nous avons adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Les chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter l'adoption de cette norme comptable. Un complément d'information sur les ajustements apportés à nos états consolidés de la situation financière et à nos états consolidés du résultat net par suite de l'adoption d'IFRS 15 est présenté sous *Modifications de méthodes comptables*.

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	T3-2019	T3-2018	Variation en \$	Variation en %
<b>État du résultat net</b>				
Produits des activités ordinaires	816,3 \$	828,2 \$	(11,9) \$	(1) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) <sup>1</sup>	113,0 \$	151,2 \$	(38,2) \$	(25) %
ROS avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	113,0 \$	147,2 \$	(34,2) \$	(23) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	77,6 \$	143,8 \$	(66,2) \$	(46) %
Résultat par action de base	0,29 \$	0,54 \$	(0,25) \$	(46) %
Résultat par action dilué	0,29 \$	0,53 \$	(0,24) \$	(45) %
Résultat par action avant l'incidence de la réforme de l'impôt aux États-Unis et du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	0,29 \$	0,38 \$	(0,09) \$	(24) %
<b>Flux de trésorerie</b>				
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	155,1 \$	146,0 \$	9,1 \$	6 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	217,6 \$	187,6 \$	30,0 \$	16 %
<b>Situation financière</b>				
Capital utilisé <sup>1</sup>	3 354,5 \$	2 846,8 \$	507,7 \$	18 %
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>1</sup>	62,4 \$	125,9 \$	(63,5) \$	(50) %
Dette nette <sup>1</sup>	985,7 \$	711,6 \$	274,1 \$	39 %
Rendement du capital utilisé (RCU) <sup>1</sup>	11,7 %	13,9 %		
RCU avant l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	11,7 %	11,9 %		
<b>Carnet de commandes</b>				
Carnet de commandes total <sup>1</sup>	8 964,6 \$	7 534,9 \$	1 429,7 \$	19 %
Prises de commandes <sup>1</sup>	882,1 \$	1 222,8 \$	(340,7) \$	(28) %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes <sup>1</sup>	1,08	1,48		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,19			

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2019

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2019	T3-2018	Variation en \$	Variation en %
<b>État du résultat net</b>				
Produits des activités ordinaires	<b>2 282,1 \$</b>	2 102,6 \$	179,5 \$	9 %
Résultat opérationnel sectoriel	<b>310,2 \$</b>	345,3 \$	(35,1) \$	(10) %
ROS avant l'incidence des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	<b>310,2 \$</b>	327,0 \$	(16,8) \$	(5) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>207,7 \$</b>	263,7 \$	(56,0) \$	(21) %
Résultat par action de base	<b>0,78 \$</b>	0,98 \$	(0,20) \$	(20) %
Résultat par action dilué	<b>0,77 \$</b>	0,98 \$	(0,21) \$	(21) %
Résultat par action avant l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	<b>0,77 \$</b>	0,80 \$	(0,03) \$	(4) %
<b>Flux de trésorerie</b>				
Flux de trésorerie disponibles	<b>207,0 \$</b>	171,6 \$	35,4 \$	21 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	<b>364,1 \$</b>	265,5 \$	98,6 \$	37 %

**REGROUPEMENT D'ENTREPRISES**

- Le 8 novembre 2018, nous avons annoncé la signature d'une entente pour acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier pour une contrepartie de 645 millions \$ US, avant les passifs repris.

**AUTRES**

- Le 8 novembre 2018, nous avons convenu de monétiser nos obligations de paiement de redevances futures en vertu d'un programme de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec Bombardier, que nous avons prolongé jusqu'en 2038. En décembre 2018, nous avons conclu la transaction de monétisation, qui a entraîné une sortie de fonds de 202,7 millions \$ (155,0 millions \$ US);
- En décembre 2018, nous avons conclu une entente visant l'émission d'une série de billets de premier rang non garantis de 550,0 millions \$ US au moyen d'un placement privé afin de financer l'acquisition de la division BAT de Bombardier et de refinancer d'autres obligations existantes. Nous avons également conclu des emprunts à terme totalisant 150,0 millions \$ US.

**ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE**

- Le 30 janvier 2019, nous avons acquis la participation de 50 % d'Avianca dans la coentreprise de formation récemment constituée, y compris les actifs de formation d'Avianca, dans le cadre d'une entente d'impartition exclusive de services de formation d'une durée de 15 ans.

**2. INTRODUCTION**

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2019* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2019;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2018;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 8 février 2019 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2018. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et est fondée sur des chiffres non audités.



Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier 2018 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

#### **NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE**

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

#### **MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les questions environnementales et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces liées à la cybersécurité, la confidentialité des données et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, l'instabilité politique et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liées à nos activités sont présentées dans notre rapport financier 2018. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 9 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

#### 3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

#### 3.4 Notre stratégie

Nous assurons la sécurité, l'efficacité et la préparation de nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et santé.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté depuis plus de 70 ans.

Nous offrons la gamme de solutions de formation complètes la plus innovatrice et la plus vaste qui soit par l'intermédiaire d'un réseau mondial qui conjugue l'entraînement sur appareil, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la réalité augmentée, de même que la formation constructive au moyen de simulations sur ordinateur. Nos impératifs stratégiques se concentrent sur la protection de notre position de chef de file et la croissance plus rapide que les marchés sous-jacents.

#### **Six forces**

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

#### ***Haut niveau d'activités récurrentes***

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Environ 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services, importante source de nos activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

#### ***Fossé concurrentiel solide***

Notre réseau mondial de formation, nos solutions uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos systèmes de formation à composante numérique, notre expertise en intégration de systèmes de formation, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

#### ***Espace pour croître dans les grands marchés***

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité, ainsi qu'à la santé. Ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché à long terme.

**Tendances favorables constantes**

Il existe des tendances favorables marquées dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense. Le trafic passagers et les budgets de défense devraient continuer de croître dans le monde au cours des 10 prochaines années.

**Possibilité de rendements plus importants**

La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. Nous mettons également à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients. Nous constatons des occasions d'utiliser davantage notre réseau de formation, d'accroître les produits des activités ordinaires que nous tirons de nos actifs existants et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants.

**Culture d'innovation**

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. En collaboration avec nos clients, nous concevons et livrons les systèmes de formation les plus perfectionnés du secteur et les dotons des plus récentes innovations technologiques en matière de simulation, de réalité augmentée et de technologies numériques, qui façonnent l'avenir de la formation.

**3.5 Nos activités**

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

**MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE**

*Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.*

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 30 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 50 centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 266 simulateurs de vol (FFS), y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise<sup>MC</sup>, qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, en plus de nous permettre de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et de l'accroissement des parcs d'appareils en service. À mesure que les économies mondiales et les flottes des transporteurs poursuivent leur expansion, il en va de même avec la demande de personnel qualifié des compagnies aériennes et, en conséquence, la demande de solutions de formation complètes.

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'industrie prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 3,6 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour l'année civile 2018, le trafic passagers a augmenté de 6,5 % par rapport à l'année civile 2017. Le trafic passagers a progressé de 8,6 % en Asie, alors qu'il s'est accru de 6,6 % en Europe, de 6,2 % en Amérique latine, de 5,0 % en Amérique du Nord et de 4,0 % au Moyen-Orient;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la Federal Aviation Administration (FAA), le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une progression de 0,8 % au cours des 12 derniers mois. En outre, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a augmenté de 0,6 %;
- Le parc mondial d'avions commerciaux devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,5 % par année au cours des deux prochaines décennies. De décembre 2017 à décembre 2018, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 5,8 %, affichant une hausse de 8,6 % en Asie-Pacifique, de 5,4 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de 3,9 % en Amérique.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

### **MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ**

*Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.*

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis (EAU). Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons également des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes. À l'exercice 2018, nous avons mis en place CAE USA Mission Solutions Inc., une filiale de CAE USA, permettant à CAE USA Mission Solutions Inc. de soumissionner sur des programmes dont le niveau de sécurité est encore plus élevé.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre l'entraînement réel, virtuel et constructif de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. Nous privilégions les programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur l'un des trois aspects de la formation. En tant qu'intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions iLVC innovatrices allant de la formation en classe, sur simulateur et en vol aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par un sous-traitant; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des technologies de formation numérique de pointe, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 90 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous soutenons également l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

### **MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ**

*Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en médecine, soins infirmiers et soins paramédicaux ainsi que des fournisseurs de soins de santé partout dans le monde.*

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, et les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée et la plus innovatrice de produits et de services de simulation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 90 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. L'an dernier, nous avons lancé CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques destiné à la formation en soins infirmiers qui permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter à l'accès restreint aux patients attribuable aux conditions complexes des patients hospitalisés et aux questions de responsabilité en soins de santé. En juin 2018, nous avons annoncé le lancement du nouveau mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association (AHA). Grâce à ces deux mannequins de moyenne fidélité, nous fournissons des outils d'apprentissage parmi les plus innovateurs qui soient aux établissements universitaires de santé, qui constituent le principal segment de marché de la simulation dans le domaine des soins de santé. Nous continuons de repousser les limites de la technologie et nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale. Nous continuons d'intégrer la réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions de formation adaptées et des produits révolutionnaires.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré des didacticiels pour plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, depuis septembre 2017, lancé les trois premiers modules pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire de partenariats sectoriels avec des fabricants d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération, de même que CAE CathLabVR, un simulateur d'intervention de cathétérisme en laboratoire de conception modulaire et portative que nous avons lancé dans le secteur de la simulation cardiaque en septembre 2018. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'AHA en vue d'établir un réseau mondial d'établissements de formation qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis. Le premier établissement mondial de formation de l'AHA que CAE Santé est autorisée à exploiter a ouvert ses portes dans le centre de formation polyvalent de CAE Brunei à Brunei Darussalam.

### Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier 2018, notre notice annuelle et notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

## 4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2018	30 septembre 2018	Augmentation / (diminution)	31 mars 2018	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,36	1,29	5 %	1,29	5 %
Euro (€)	1,56	1,50	4 %	1,59	(2) %
Livre sterling (£)	1,74	1,69	3 %	1,81	(4) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2018	30 septembre 2018	Augmentation / (diminution)	31 décembre 2017	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,31	1 %	1,27	4 %
Euro (€)	1,51	1,52	(1) %	1,49	1 %
Livre sterling (£)	1,70	1,71	(1) %	1,68	1 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 12,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,3 million \$ du résultat net du trimestre considéré par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 24,6 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 3,0 millions \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2018. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du troisième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

## 5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

### Capital utilisé

#### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).



Du point de vue de la provenance du capital :

– Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

#### *Rendement du capital utilisé (RCU)*

Le RCU sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

#### **Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles**

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

#### **Dette nette**

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

#### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

#### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

#### **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

#### **Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

#### **Nombre équivalent de simulateurs (NES)**

Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

## Prises de commandes et carnet de commandes

### *Prises de commandes*

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

### *Carnet de commandes*

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

## Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

## Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

## Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

## Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

## 6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 6.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2019

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Produits des activités ordinaires	<b>816,3</b>	743,8	722,0	720,9	828,2 \$
Coût des ventes	<b>583,0</b>	542,3	503,3	483,9	572,5 \$
Marge brute <sup>2</sup>	<b>233,3</b>	201,5	218,7	237,0	255,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>28,6</b>	27,1	30,3	32,9	30,9 %
Frais de recherche et de développement <sup>2</sup>	<b>31,1</b>	29,1	31,3	22,8	29,8 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	<b>101,4</b>	87,9	102,7	112,3	98,6 \$
Autres profits — montant net	<b>(2,5)</b>	(9,4)	(5,2)	(4,3)	(15,1) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	<b>(9,7)</b>	(4,8)	(8,6)	(11,3)	(8,8) \$
Résultat opérationnel <sup>2</sup>	<b>113,0</b>	98,7	98,5	117,5	151,2 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>13,8</b>	13,3	13,6	16,3	18,3 %
Charges financières — montant net	<b>19,3</b>	19,9	16,0	24,2	17,2 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	<b>93,7</b>	78,8	82,5	93,3	134,0 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	<b>14,2</b>	15,2	10,9	7,7	(11,8) \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)</i>	<b>15</b>	19	13	8	(9) %
Résultat net	<b>79,5</b>	63,6	71,6	85,6	145,8 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>77,6</b>	60,7	69,4	82,3	143,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>1,9</b>	2,9	2,2	3,3	2,0 \$
	<b>79,5</b>	63,6	71,6	85,6	145,8 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	<b>0,29</b>	0,23	0,26	0,31	0,54 \$
Dilué	<b>0,29</b>	0,23	0,26	0,31	0,53 \$
Avant l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	<b>0,29</b>	0,23	0,26	0,31	0,38 \$

#### Produits des activités ordinaires en baisse de 1 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018

Les produits des activités ordinaires ont diminué de 11,9 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018. La baisse des produits des activités ordinaires s'est établie à 82,1 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 0,2 million \$ pour le secteur Santé, contrebalancée en partie par l'augmentation de 70,4 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 179,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires s'est établie à 126,3 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, à 52,4 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 0,8 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### Résultat opérationnel sectoriel total<sup>2</sup> en baisse de 38,2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 113,0 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre, contre 151,2 millions \$, soit 18,3 % des produits des activités ordinaires, pour le troisième trimestre de l'exercice 2018. À l'exercice 2018, nous avons conclu une transaction stratégique avec l'une de nos coentreprises, donnant lieu à la comptabilisation, au troisième trimestre, d'un profit net sur la réévaluation de notre participation dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (l'AACE), que nous détenions à ce moment. Compte non tenu de ce profit, le résultat opérationnel sectoriel aurait été de 147,2 millions \$, soit 17,8 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2018.

Le résultat opérationnel sectoriel total s'est replié de 38,2 millions \$, soit 25 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018. La baisse a totalisé 32,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, 5,1 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et 0,9 million \$ pour le secteur Santé.

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 310,2 millions \$, soit 13,6 % des produits des activités ordinaires, contre 345,3 millions \$, soit 16,4 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des profits sur la cession de notre participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited (ZFTC) au deuxième trimestre et sur la réévaluation de notre participation dans l'AACE, le résultat opérationnel sectoriel aurait totalisé 327,0 millions \$, soit 15,6 % des produits des activités ordinaires, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, le résultat opérationnel sectoriel total a diminué de 35,1 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une baisse de 26,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 6,8 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 1,5 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### Montant net des charges financières en hausse de 2,1 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme et des autres charges financières.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, le montant net des charges financières s'est établi à 55,2 millions \$, en hausse de 2,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique par l'augmentation des intérêts sur la dette à long terme et des autres charges financières, neutralisée en partie par l'accroissement des produits financiers.

### Taux d'imposition de 15 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 15 %, comparativement à un taux d'imposition effectif négatif de 9 % enregistré au troisième trimestre de l'exercice 2018.

L'augmentation du taux d'imposition pour le trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018 est surtout attribuable à l'ajustement lié à l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis au cours du trimestre et à la partie non imposable du profit net lié à la réévaluation de l'ancienne participation dans l'AACE à l'exercice précédent, facteurs neutralisés en partie par l'incidence de contrôles fiscaux au Canada pour le trimestre à l'étude et par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 40,3 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, contre 8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent est d'abord et avant tout attribuable aux éléments susmentionnés pour l'exercice précédent, neutralisés en partie par l'incidence de contrôles fiscaux au Canada et par la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC à l'exercice précédent.

## 6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

### Carnet de commandes total en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	6 905,5 \$	6 839,4 \$
+ prises de commandes	882,1	2 557,0
- produits des activités ordinaires	(816,3)	(2 282,1)
+/- ajustements	182,3	39,3
Commandes engagées en fin de période	7 153,6 \$	7 153,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises <sup>3</sup> (exclusivement composé de commandes engagées)	414,5	414,5
Commandes non financées et options <sup>3</sup>	1 396,5	1 396,5
Carnet de commandes total	8 964,6 \$	8 964,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,08. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,19.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

### PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

#### Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T3-2019</b>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	<b>87,2</b> <b>19,0</b>	63,3 16,1	78,3 18,2	74,5 18,8	119,4 \$ 22,1 %
Défense et sécurité	<b>25,2</b> <b>7,6</b>	34,1 10,6	21,5 8,0	36,3 12,5	30,3 \$ 11,7 %
Santé	<b>0,6</b> <b>2,2</b>	1,3 4,3	(1,3) —	6,7 19,1	1,5 \$ 5,4 %
<b>Résultat opérationnel sectoriel total</b>	<b>113,0</b>	98,7	98,5	117,5	151,2 \$

#### Capital utilisé<sup>4</sup>

<i>(montants en millions)</i>	<b>T3-2019</b>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	<b>2 333,7</b>	2 054,2	2 097,3	2 041,8	1 966,4 \$
Défense et sécurité	<b>1 032,8</b>	1 026,2	1 057,7	944,2	920,1 \$
Santé	<b>223,2</b>	209,4	208,8	211,5	205,0 \$
	<b>3 589,7</b>	3 289,8	3 363,8	3 197,5	3 091,5 \$

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

#### Acquisition

- Nous avons annoncé la signature d'une entente pour acquérir la division BAT de Bombardier afin d'élargir notre position dans le secteur de la formation pour l'aviation d'affaires.

#### Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé la création du programme de bourses Femmes pilotes aux commandes de CAE, en collaboration avec d'importantes compagnies aériennes, dont Aeromexico, AirAsia, CityJet et easyJet.

#### COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires de 586,6 millions \$, dont des contrats portant sur la fourniture de 16 FFS au cours du trimestre, ce qui porte le total des commandes visant la fourniture de FFS du secteur civil à 50 pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Les contrats FFS notables attribués au cours du trimestre comprennent les ventes à Nippon Cargo Airlines, à Aeromexico, à la Shanghai Eastern Training Training et à Lufthansa Aviation Training.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat de 10 ans pour la formation des pilotes avec easyJet;
- Un contrat à long terme exclusif pour la formation des pilotes avec Endeavor;
- Un contrat exclusif de 2 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec Icon Aviation;
- Un contrat exclusif de 4 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec Windsor Jet.

#### RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Produits des activités ordinaires	458,4	393,1	430,9	395,3	540,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	87,2	63,3	78,3	74,5	119,4 \$
Marges opérationnelles	19,0	16,1	18,2	18,8	22,1 %
ROS avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	87,2	63,3	78,3	74,5	115,4 \$
Marges opérationnelles	19,0	16,1	18,2	18,8	21,4 %
Dotations aux amortissements	37,7	37,1	34,9	33,7	35,9 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	55,3	36,0	47,2	50,2	38,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	10,3	8,5	7,7	4,1	6,3 \$
Capital utilisé	2 333,7	2 054,2	2 097,3	2 041,8	1 966,4 \$
Carnet de commandes total	4 566,1	4 310,8	4 148,2	4 131,1	3 925,6 \$
Unités NES <sup>5</sup>	219	215	213	212	205
FFS déployés dans le réseau de CAE	266	264	260	255	252
Taux d'utilisation <sup>5</sup>	75	72	80	82	75 %
FFS livrés	16	5	12	8	18

#### Produits des activités ordinaires en baisse de 15 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018 est essentiellement attribuable à la diminution des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs en raison du nombre moins élevé de livraisons de FFS et de dispositifs de premier niveau, ventes qui, dans le cas des dispositifs de premier niveau, ont diminué de moitié par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de même qu'à la combinaison de programmes. La baisse a été annulée en partie par l'incidence favorable des fluctuations des taux de change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de l'AACE par suite de l'acquisition, au troisième trimestre de l'exercice 2018, de la participation résiduelle de 50 %, par la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage et par l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).



Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 282,4 millions \$, en hausse de 52,4 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de l'AACE, comme il est expliqué plus haut, à l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau et à la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage. L'augmentation a été neutralisée par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs en raison de la combinaison de produits.

### Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 27 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 87,2 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 119,4 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2018.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 32,2 millions \$, soit 27 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs, comme il est expliqué plus haut. Compte non tenu du profit net sur la réévaluation de la participation que nous détenions auparavant dans l'AACE, le résultat opérationnel sectoriel aurait totalisé 115,4 millions \$, soit 21,4 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2018, en baisse de 24 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel a totalisé 228,8 millions \$ (17,8 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 26,8 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est essentiellement attribuable au profit réalisé à l'exercice précédent sur la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC et à la diminution des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, facteurs contrebalancés en partie par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique et par l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau.

### Dépenses en immobilisations corporelles de 55,3 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 44,6 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 10,7 millions \$.

### Capital utilisé en hausse de 279,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles et corporelles, en grande partie du fait de l'opération de monétisation de redevances réalisée au cours du trimestre, neutralisée en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

### Carnet de commandes total en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	3 972,5 \$	3 835,3 \$
+ prise de commandes	586,6	1 661,2
- produits des activités ordinaires	(458,4)	(1 282,4)
+/- ajustements	111,2	(2,2)
Commandes engagées en fin de période	4 211,9 \$	4 211,9 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	354,2	354,2
Carnet de commandes total	4 566,1 \$	4 566,1 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,28 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,31.

## 7.2 Défense et sécurité

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

#### Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le système visuel CAE Medallion MR e-Series, une solution visuelle complète conçue expressément pour l'entraînement sur avion de chasse et jet rapide;
- Nous avons lancé CAE Rise<sup>MC</sup> pour le marché de la défense. CAE Rise<sup>MC</sup> est un système de formation axé sur les données qui est conçu pour permettre aux organisations de défense et de sécurité de fournir des formations normalisées et aux instructeurs une nouvelle façon d'évaluer objectivement les compétences des pilotes grâce aux données réelles recueillies pendant les séances de formation.

**COMMANDES**

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 267,8 millions \$, notamment :

- Un contrat de la U.S. Air Force pour fournir des services complets d'entraînement des membres d'équipage du C-130H;
- Un contrat du consortium industriel Eurofighter pour fournir une série de mises à niveau et de services de soutien à la maintenance pour le programme Eurofighter Pilot Synthetic Training System en Allemagne et en Espagne;
- Un contrat de la U.S. Navy pour fournir des services d'instruction contractuels au chef de la formation aéronavale à cinq bases aéronavales;
- Des contrats de clients liés au gouvernement américain dont l'identité demeure confidentielle pour fournir de la formation et des services dans le cadre de programmes de sécurité de niveau supérieur par l'intermédiaire de CAE USA Mission Solutions Inc., qui comprend AOCE, acquise au trimestre précédent;
- Un contrat de Boeing pour effectuer la mise à niveau de simulateurs P-8A;
- Un contrat de la U.S. Navy dans le cadre d'un programme américain de vente d'équipement militaire à l'étranger pour continuer de fournir des services de maintenance et de soutien pour les systèmes d'entraînement MH-60R de la Royal Australian Navy;
- Un contrat de General Atomics Aeronautical Systems pour mettre au point un système d'entraînement synthétique complet pour le programme d'aéronefs télépilotes Protector du Royaume-Uni.

**RÉSULTATS FINANCIERS**

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T3-2019</b>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Produits des activités ordinaires	<b>330,2</b>	320,3	268,3	290,5	259,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	<b>25,2</b>	34,1	21,5	36,3	30,3 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	<b>7,6</b>	10,6	8,0	12,5	11,7 %
Dotation aux amortissements	<b>11,8</b>	11,5	10,8	10,8	10,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	<b>4,7</b>	4,2	5,4	6,8	3,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	<b>11,2</b>	9,6	8,4	9,2	3,6 \$
Capital utilisé	<b>1 032,8</b>	1 026,2	1 057,7	944,2	920,1 \$
Carnet de commandes total	<b>4 398,5</b>	4 356,8	3 898,1	3 937,2	3 609,3 \$

**Produits des activités ordinaires en hausse de 27 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018**

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'intégration dans nos résultats de ceux d'AOCE, acquise au trimestre précédent, et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes de services nord-américains nouvellement obtenus. La hausse a été annulée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens essentiellement par suite du niveau d'activité accru enregistré à l'exercice précédent, et par les retards enregistrés à l'égard de certains programmes de produits nord-américains.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 918,8 millions \$, en hausse de 126,3 millions \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australasiens de même que par l'intégration dans nos résultats de ceux d'AOCE, facteurs neutralisés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens découlant du niveau d'activité accru enregistré à l'exercice précédent.

**Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 17 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 25,2 millions \$ (7,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 30,3 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2018.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018 s'explique d'abord et avant tout par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement, de même que par l'intégration et l'accélération continues des activités de services d'AOCE et de certains contrats de services nord-américains récemment obtenus. La baisse tient également à l'apport moindre attribuable aux retards enregistrés à l'égard de certains programmes de produits nord-américains et à la diminution du volume à l'égard des programmes européens, facteurs neutralisés en partie par la hausse des marges à l'égard des programmes australasiens.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 80,8 millions \$ (8,8 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 6,8 millions \$, soit 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique en grande partie par le recul des volumes à l'égard des programmes nord-américains, comme il est expliqué plus haut, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par les coûts de réorganisation découlant de l'intégration et de l'accélération continues des activités de services d'AOCE, facteurs annulés en partie par l'augmentation du volume à l'égard des programmes australasiens et par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration.

**Capital utilisé en hausse de 6,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles et corporelles, en grande partie du fait de la variation des taux de change. La hausse a été annulée en partie par le recul de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de l'augmentation nette des passifs au titre des contrats en cours de même que des dettes fournisseurs et charges à payer, contrebalancée en partie par la hausse des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours.

**Carnet de commandes total en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	2 933,0 \$	3 004,1 \$
+ prise de commandes	267,8	814,9
- produits des activités ordinaires	(330,2)	(918,8)
+/- ajustements	71,1	41,5
Commandes engagées en fin de période	2 941,7 \$	2 941,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	60,3	60,3
Commandes non financées et options	1 396,5	1 396,5
<b>Carnet de commandes total</b>	<b>4 398,5 \$</b>	<b>4 398,5 \$</b>

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,81. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,03.

Au cours du trimestre, des commandes de 21,5 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 37,4 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

**7.3 Santé****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019****Nouveaux programmes et produits**

- En janvier 2019, nous avons annoncé le lancement de CAE Luna, un simulateur de nouveau-né innovateur conçu pour répondre aux besoins en formation clinique en matière de soins aux nouveau-nés et aux nourrissons;
- Nous avons mis au point deux nouveaux entraîneurs de tâches d'échographie CAE Blue Phantom pour le secteur des soins de santé, à savoir les modèles Pediatric Regional Anesthesia Central Line et Cardio Echo;
- Nous avons lancé le nouveau simulateur d'échographie CAE Vimedix 2.0, qui offre du nouveau contenu pédagogique et est compatible avec les nouveaux modules de réalité augmentée.

**COMMANDES**

Les ventes de CAE Santé pour le trimestre ont été dominées par les simulateurs de patients, les simulateurs d'échographie et les solutions de gestion de centres vendus directement à nos clients en Amérique du Nord et par l'intermédiaire de nos distributeurs à l'échelle internationale.

**RÉSULTATS FINANCIERS**

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018
Produits des activités ordinaires	27,7	30,4	22,8	35,1	27,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,6	1,3	(1,3)	6,7	1,5 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	2,2	4,3	—	19,1	5,4 %
Dotations aux amortissements	3,4	3,4	3,1	3,2	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	1,6	0,7	0,5	0,4	0,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,0	1,5	1,9	2,1	1,5 \$
Capital utilisé	223,2	209,4	208,8	211,5	205,0 \$

### **Produits des activités ordinaires stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018**

La diminution des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres et du volume de simulateurs de patients haute fidélité a été contrebalancée par la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'alliances clés avec des fabricants OEM.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 80,9 millions \$, ce qui est stable en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie et d'alliances clés avec des fabricants OEM ainsi que l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients du fait du volume accru à l'égard de nos gammes de produits de moyenne fidélité ont été contrebalancées par le recul des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention en raison d'une importante commande militaire reçue à l'exercice précédent.

### **Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018**

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 0,6 million \$ (2,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, contre 1,5 million \$ (5,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2018.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par les investissements accrus dans les frais de vente, généraux et d'administration, contrebalancés en partie par une combinaison favorable de produits.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice a été de 0,6 million \$, soit 1,5 million \$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par les investissements accrus dans les frais de vente, généraux et d'administration afin de soutenir l'expansion de notre effectif de vente et les lancements récents de produits, neutralisés en partie par une combinaison favorable de produits.

### **Capital utilisé en hausse de 13,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation en regard du trimestre précédent est attribuable à la hausse des immobilisations incorporelles, laquelle est essentiellement attribuable aux variations des taux de change, et à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie du fait des stocks accrus, neutralisés en partie par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que par la baisse des créances clients.

## **8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS**

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

## 8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	2018	2017	2018	2017
		31 décembre		31 décembre
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	123,6 \$	156,2 \$	363,8 \$	340,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	94,0	31,4	0,3	(75,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	217,6 \$	187,6 \$	364,1 \$	265,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>6</sup>	(14,2)	(13,9)	(54,8)	(42,6)
Autres actifs	(5,7)	(3,8)	(10,6)	(12,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,2	0,5	2,5	16,4
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(17,3)	(7,7)	(27,0)	(11,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	—	6,5	7,1	23,6
Dividendes versés	(25,5)	(23,2)	(74,3)	(67,4)
Flux de trésorerie disponibles <sup>6</sup>	155,1 \$	146,0 \$	207,0 \$	171,6 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>6</sup>	(47,4)	(29,1)	(100,8)	(73,9)
Frais de développement inscrits à l'actif	(19,9)	(6,9)	(48,6)	(19,0)
Actions ordinaires rachetées	(49,1)	(21,8)	(92,8)	(44,4)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	4,9	1,4	11,6	10,9
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	—	(99,7)	(33,5)	(124,4)
Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances	(202,7)	—	(202,7)	—
Produit net de la cession d'une participation	—	3,8	—	117,8
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	15,4	4,0	0,6	(0,4)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(143,7) \$	(2,3) \$	(259,2) \$	38,2 \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

#### Flux de trésorerie disponibles de 155,1 millions \$ pour le trimestre

La hausse en regard du troisième trimestre de l'exercice 2018 est en grande partie attribuable à l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, annulé en partie par la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et par la hausse des paiements nets versés aux participations mises en équivalence.

Les flux de trésorerie disponibles des neuf premiers mois de l'exercice se sont établis à 207,0 millions \$, soit 35,4 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, facteurs neutralisés en partie par le repli des dividendes reçus des participations mises en équivalence et par l'augmentation des paiements nets versés aux participations mises en équivalence.

#### Dépenses d'investissement en immobilisations de 61,6 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 47,4 millions \$ pour le trimestre et à 100,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 14,2 millions \$ pour le trimestre et 54,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

#### Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances de 202,7 millions \$ ce trimestre

En novembre, nous avons convenu de monétiser nos obligations de paiement de redevances futures en vertu d'un programme ATP avec Bombardier, que nous avons prolongé jusqu'en 2038. En décembre, nous avons conclu la transaction de monétisation, qui a entraîné une sortie de fonds de 202,7 millions \$ (155,0 millions \$ US). La monétisation représente la somme actualisée des redevances prévues à payer par CAE au cours des 20 prochaines années. Par suite de cette transaction, des immobilisations incorporelles de 156,7 millions \$ et des immobilisations corporelles de 46,0 millions \$ ont été comptabilisées.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2018	30 septembre 2018	31 mars 2018
<b>Utilisation du capital :</b>			
Actifs courants	2 175,8 \$	2 149,5 \$	2 123,3 \$
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(361,7)	(504,3)	(611,5)
Passifs courants	(1 982,3)	(1 592,4)	(1 474,1)
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	230,6	129,8	52,2
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>7</sup>	62,4 \$	182,6 \$	89,9 \$
Immobilisations corporelles	1 947,6	1 782,8	1 803,9
Autres actifs non courants	2 171,1	1 897,4	1 853,0
Autres passifs non courants	(826,6)	(785,1)	(799,9)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>3 354,5 \$</b>	<b>3 077,7 \$</b>	<b>2 946,9 \$</b>
<b>Provenance du capital<sup>7</sup> :</b>			
Partie courante de la dette à long terme	230,6 \$	129,8 \$	52,2 \$
Dette à long terme	1 116,8	1 169,6	1 208,7
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(361,7)	(504,3)	(611,5)
Dette nette <sup>7</sup>	985,7 \$	795,1 \$	649,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 289,2	2 207,9	2 229,1
Participations ne donnant pas le contrôle	79,6	74,7	68,4
<b>Provenance du capital</b>	<b>3 354,5 \$</b>	<b>3 077,7 \$</b>	<b>2 946,9 \$</b>

#### Capital utilisé en hausse de 276,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, neutralisée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

Notre RCU<sup>7</sup> a été de 11,7 % pour le trimestre, comparativement à 13,9 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et à 14,5 % pour le trimestre précédent. Le RCU est tributaire du produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques à l'exercice 2018. Abstraction faite de ces facteurs, notre RCU se serait établi à 11,9 % au troisième trimestre de l'exercice précédent et à 12,8 % pour le trimestre précédent.

#### Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 120,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est essentiellement attribuable à la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer et des passifs sur contrat, facteur annulé en partie par l'augmentation des créances clients.

#### Immobilisations corporelles en hausse de 164,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est essentiellement attribuable à l'inscription à l'actif d'ensembles de données acquis dans le cadre de la monétisation de nos redevances existantes à Bombardier et des fluctuations des taux de change, facteurs annulés en partie par la dotation aux amortissements.

#### Autres actifs non courants en hausse de 273,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation découle en grande partie de la hausse des immobilisations incorporelles principalement attribuable à l'inscription à l'actif de didacticiels et de licences par suite de la monétisation de nos redevances existantes à Bombardier et de la prolongation jusqu'en 2038 de notre statut en vertu du programme ATP de même qu'à la hausse de l'investissement dans les participations mises en équivalence.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).



**Variation de la dette nette**

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Dette nette en début de période	795,1 \$	649,4 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	143,7	259,2
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	43,3	45,4
Incidence des regroupements d'entreprises	—	14,9
Autres	3,6	16,8
Variation de la dette nette pour la période	190,6 \$	336,3 \$
Dette nette en fin de période	985,7 \$	985,7 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres <sup>8</sup>	29,4 %	

Nous disposons d'une marge de crédit à taux variable consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit.

Certaines de nos filiales et nous avons également conclu une entente visant la vente de certaines de nos créances clients d'un montant d'un maximum de 300,0 millions \$ US.

En avril 2018, nous avons conclu un emprunt à terme pour le financement de plusieurs simulateurs en Asie du Sud-Est, lequel représentait une obligation d'emprunt de 53,6 millions \$ au 31 décembre 2018.

En avril 2018, nous avons racheté divers actifs qui étaient auparavant financés aux termes de contrats de location simple. L'acquisition a été financée au moyen d'un emprunt à terme qui représentait une obligation de 16,5 millions \$ au 31 décembre 2018.

En juin 2018, nous avons remboursé des emprunts à terme sans droit de recours de 28,9 millions \$, lesquels avaient été acquis dans le cadre de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans l'AACE.

En août 2018, les gouvernements du Canada et du Québec ont accepté d'investir dans CAE Inc. au moyen d'emprunts de 150,0 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement, au cours des cinq prochaines années. Au 31 décembre 2018, l'obligation au titre de l'emprunt était de 9,8 millions \$ pour le gouvernement du Canada et de 3,2 millions \$ pour le gouvernement du Québec.

En décembre 2018, nous avons conclu une entente visant l'émission d'une série de billets de premier rang non garantis de 550,0 millions \$ US au moyen d'un placement privé afin de financer l'acquisition de la division BAT de Bombardier et de refinancer d'autres obligations existantes. Aucun montant n'avait été prélevé aux termes de ce nouveau placement privé au 31 décembre 2018.

En décembre 2018, nous avons conclu des emprunts à terme d'un montant total de 150,0 millions \$ US. Aucun montant n'avait été prélevé sur cette nouvelle facilité de crédit au 31 décembre 2018.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses respectives de nature financière usuelles. Au 31 décembre 2018, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

**Total des capitaux propres en hausse de 86,2 millions \$ pour le trimestre**

La hausse des capitaux propres s'explique en grande partie par l'incidence favorable des variations de change de 89,1 millions \$ et par un résultat net de 79,5 millions \$, facteurs neutralisés en partie par les actions rachetées, puis annulées de 49,1 millions \$ aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et par les dividendes de 25,5 millions \$.

*Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2018, nous avons au total 265 015 728 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 640,9 millions \$. Nous avons également 6 963 900 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 janvier 2019, nous avons un total de 265 024 928 actions ordinaires émises et en circulation, et de 6 892 900 options étaient en cours aux termes du ROA.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

#### *Rachat et annulation d'actions*

Le 9 février 2018, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 349 804 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2018 et prendra fin le 22 février 2019 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, nous avons racheté et annulé 1 923 400 actions ordinaires (984 100 actions ordinaires en 2017) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 25,54 \$ l'action ordinaire (22,12 \$ en 2017), pour une contrepartie totale de 49,1 millions \$ (21,8 millions \$ en 2017). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 44,4 millions \$ (19,5 millions \$ en 2017), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

## 10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

### **Alpha-Omega Change Engineering**

Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering Inc. (AOCE) pour une contrepartie en espèces de 33,5 millions \$ (déduction faite de la trésorerie), abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. AOCE est un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Le prix d'achat est principalement affecté au goodwill et aux immobilisations incorporelles. L'acquisition renforcera les capacités fondamentales de la Société, en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, renforcera sa position sur des plate-formes ayant une longue durée de vie telles que les avions de combat et élargira notre capacité de poursuivre des programmes à sécurité de niveau supérieur aux États-Unis.

L'actif net acquis, y compris les immobilisations incorporelles, est inclus dans le secteur Défense et sécurité.

La répartition du prix d'acquisition devrait être achevée dès que la direction aura rassemblé les informations importantes disponibles et jugera nécessaire pour finaliser la répartition.

### **Division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier**

Le 8 novembre 2018, nous avons annoncé la signature d'une entente pour acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier pour une contrepartie de 645 millions \$ US, avant les passifs repris. L'acquisition fournira à CAE une main-d'œuvre spécialisée, de nouveaux clients et 12 FFS et dispositifs de formation pour les jets d'affaires, qui s'ajouteront à son réseau de formation. La clôture de la transaction est conditionnelle à l'approbation des organismes de réglementation.

## 11. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 30 janvier 2019, nous avons acquis la participation de 50 % d'Avianca dans la coentreprise de formation récemment constituée, y compris les actifs de formation d'Avianca, dans le cadre d'une entente d'impartition exclusive de services de formation d'une durée de 15 ans.

## 12. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

### Nouvelles normes et modifications adoptées

#### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client a obtenu (ou à mesure qu'il obtient) le contrôle des biens ou des services. La nouvelle norme fournit également des directives concernant les transactions qui n'étaient pas abordées en détail, améliore les directives concernant les accords de prestations multiples et rehausse les obligations d'information sur les produits des activités ordinaires.

CAE a adopté IFRS 15 le 1<sup>er</sup> avril 2018. Nous avons choisi d'appliquer cette norme selon l'approche rétrospective intégrale, qui prévoit le retraitement de nos résultats de 2018 et l'inscription d'un ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2017. Nous avons également choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats conclus le 1<sup>er</sup> avril 2017 ou avant cette date n'ont pas été retraités;
- L'effet global des modifications apportées aux contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> avril 2017 a été reflété lorsque les obligations de prestation remplies et non remplies ont été identifiées et que les prix de transaction devant être affectés à ces éléments ont été déterminés; et
- Ni le montant des prix de transaction attribué aux obligations de prestation qui restent à remplir ni la dépréciation prévue de ce montant ne seront présentés pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Nous avons examiné nos contrats commerciaux afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos pratiques de comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'adoption de la nouvelle norme a eu les répercussions suivantes :

- Les produits des activités ordinaires liés à certaines obligations de prestation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisfont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces obligations de prestation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. À mesure que les obligations de prestation à l'égard de ces dispositifs sont atteintes et que la fabrication progresse, les coûts visant la construction sont comptabilisés dans les stocks;
- Une partie de la contrepartie provenant des contrats au titre desquels nous recevons d'importants paiements anticipés doit dorénavant être attribuée à une composante financement importante lorsque certains critères sont réunis;
- L'identification des obligations de prestation pour certains accords de prestations multiples a changé;
- Nous présentons auparavant les actifs et les passifs sur contrat de construction dans les contrats en cours, alors que les soldes liés à la vente de biens et de services étaient classés en tant que créances clients non facturées et produits différés. Les soldes individuels de chaque contrat sont dorénavant présentés en tant qu'actifs ou passifs sur contrat.

Les tableaux suivants présentent l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 15 :

### Rapprochement de la situation financière

(montants en millions)	1 avril 2017			31 mars 2018		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
<b>Actif</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	— \$	504,7 \$	611,5 \$	— \$	611,5 \$
Créances clients	548,4	(98,3)	450,1	568,4	(116,4)	452,0
Contrats en cours : actifs	337,5	(337,5)	—	401,6	(401,6)	—
Actifs sur contrat	—	348,5	348,5	—	439,7	439,7
Stocks	416,3	132,7	549,0	375,3	140,8	516,1
Acomptes	63,8	—	63,8	50,0	—	50,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	25,6	—	25,6	40,7	—	40,7
Actifs financiers dérivés	23,4	—	23,4	13,3	—	13,3
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>1 919,7 \$</b>	<b>45,4 \$</b>	<b>1 965,1 \$</b>	<b>2 060,8 \$</b>	<b>62,5 \$</b>	<b>2 123,3 \$</b>
Immobilisations corporelles	1 582,6	—	1 582,6	1 803,9	—	1 803,9
Immobilisations incorporelles	944,0	—	944,0	1 055,6	—	1 055,6
Participations mises en équivalence	378,4	(2,6)	375,8	244,5	(1,8)	242,7
Actifs d'impôt différé	42,8	0,1	42,9	60,9	0,3	61,2
Actifs financiers dérivés	16,0	—	16,0	11,5	—	11,5
Autres actifs	471,3	—	471,3	482,0	—	482,0
<b>Total de l'actif</b>	<b>5 354,8 \$</b>	<b>42,9 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>	<b>5 719,2 \$</b>	<b>61,0 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	695,2 \$	(9,1) \$	686,1 \$	669,6 \$	(2,7) \$	666,9 \$
Provisions	43,2	—	43,2	32,1	—	32,1
Impôt sur le résultat à payer	9,6	—	9,6	15,3	—	15,3
Produits différés	266,6	(255,2)	11,4	371,5	(361,5)	10,0
Contrats en cours : passifs	191,9	(191,9)	—	161,8	(161,8)	—
Passifs sur contrat	—	593,4	593,4	—	679,5	679,5
Partie courante de la dette à long terme	51,9	—	51,9	52,2	—	52,2
Passifs financiers dérivés	15,5	—	15,5	18,1	—	18,1
<b>Total du passif courant</b>	<b>1 273,9 \$</b>	<b>137,2 \$</b>	<b>1 411,1 \$</b>	<b>1 320,6 \$</b>	<b>153,5 \$</b>	<b>1 474,1 \$</b>
Provisions	39,1	—	39,1	39,5	—	39,5
Dette à long terme	1 203,5	—	1 203,5	1 208,7	—	1 208,7
Obligations relatives aux redevances	138,5	—	138,5	140,8	—	140,8
Obligations au titre des avantages du personnel	157,7	—	157,7	200,6	—	200,6
Profits différés et autres passifs	217,8	—	217,8	229,9	—	229,9
Passifs d'impôt différé	238,6	(25,6)	213,0	208,1	(23,4)	184,7
Passifs financiers dérivés	4,7	—	4,7	4,4	—	4,4
<b>Total du passif</b>	<b>3 273,8 \$</b>	<b>111,6 \$</b>	<b>3 385,4 \$</b>	<b>3 352,6 \$</b>	<b>130,1 \$</b>	<b>3 482,7 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>						
Capital-actions	615,4 \$	— \$	615,4 \$	633,2 \$	— \$	633,2 \$
Surplus d'apport	19,4	—	19,4	21,3	—	21,3
Cumul des autres éléments du résultat global	193,7	(2,6)	191,1	262,3	(2,0)	260,3
Résultats non distribués	1 192,3	(66,1)	1 126,2	1 381,4	(67,1)	1 314,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 020,8 \$	(68,7) \$	1 952,1 \$	2 298,2 \$	(69,1) \$	2 229,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	60,2	—	60,2	68,4	—	68,4
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 081,0 \$</b>	<b>(68,7) \$</b>	<b>2 012,3 \$</b>	<b>2 366,6 \$</b>	<b>(69,1) \$</b>	<b>2 297,5 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>5 354,8 \$</b>	<b>42,9 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>	<b>5 719,2 \$</b>	<b>61,0 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>

## Rapprochement du résultat net

(montants en millions)	Trimestre clos le 31 décembre 2017			Période de neuf mois close le 31 décembre 2017		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	704,4 \$	123,8 \$	828,2 \$	2 049,3 \$	53,3 \$	2 102,6 \$
Coût des ventes	488,7	83,8	572,5	1 432,9	28,8	1 461,7
<b>Marge brute</b>	215,7 \$	40,0 \$	255,7 \$	616,4 \$	24,5 \$	640,9 \$
Frais de recherche et de développement	29,8	—	29,8	92,1	—	92,1
Frais de vente, généraux et d'administration	98,6	—	98,6	268,5	—	268,5
Autres profits — montant net	(15,1)	—	(15,1)	(33,1)	—	(33,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(10,4)	1,6	(8,8)	(31,0)	(0,9)	(31,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	112,8 \$	38,4 \$	151,2 \$	319,9 \$	25,4 \$	345,3 \$
Charges financières — montant net	16,9	0,3	17,2	52,2	0,8	53,0
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	95,9 \$	38,1 \$	134,0 \$	267,7 \$	24,6 \$	292,3 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(24,0)	12,2	(11,8)	15,4	7,8	23,2
<b>Résultat net</b>	119,9 \$	25,9 \$	145,8 \$	252,3 \$	16,8 \$	269,1 \$
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	117,9 \$	25,9 \$	143,8 \$	246,9 \$	16,8 \$	263,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	—	2,0	5,4	—	5,4
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>						
De base	0,44 \$	0,10 \$	0,54 \$	0,92 \$	0,06 \$	0,98 \$
Dilué	0,44 \$	0,09 \$	0,53 \$	0,92 \$	0,06 \$	0,98 \$

	Exercice clos le 31 mars 2018		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 830,0 \$	(6,5) \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	1 953,1	(7,5)	1 945,6
<b>Marge brute</b>	876,9 \$	1,0 \$	877,9 \$
Frais de recherche et de développement	114,9	—	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	380,8	—	380,8
Autres profits — montant net	(37,4)	—	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(42,4)	(0,8)	(43,2)
<b>Résultat opérationnel</b>	461,0 \$	1,8 \$	462,8 \$
Charges financières — montant net	76,2	1,0	77,2
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	384,8 \$	0,8 \$	385,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	29,1	1,8	30,9
<b>Résultat net</b>	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	347,0 \$	(1,0) \$	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8,7	—	8,7
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>			
De base	1,29 \$	— \$	1,29 \$
Dilué	1,29 \$	(0,01) \$	1,28 \$

Bien que le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats soit impacté, il n'y a aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-après.

### **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

#### ***Obligations de prestation***

Une obligation de prestation est une promesse contractuelle envers un client qui prévoit la fourniture à celui-ci d'un bien ou d'un service distinct. Il s'agit de l'unité de comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Le prix de transaction est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé dans les produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de prestation est remplie, ou à mesure qu'elle est remplie. Le prix de transaction comprend, entre autres éléments et lorsque cela est nécessaire, le montant de contrepartie variable estimative dans la seule mesure où il est hautement probable qu'aucune reprise importante du montant cumulé des produits des activités ordinaires comptabilisés ne surviendra ultérieurement. La contrepartie variable est habituellement tirée d'incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes, de même que de pénalités. Nous tenons également compte de l'existence d'une composante financement importante dans les contrats dont le calendrier d'encaissement et le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont substantiellement différents.

Le prix de transaction des contrats ayant des obligations de prestation multiples est affecté en fonction des prix de vente spécifiques estimatifs des biens ou des services promis qui sous-tendent chaque obligation de prestation. Si un prix de vente spécifique ne peut être observé directement à partir des ventes distinctes de biens ou de services à des clients similaires, nous l'estimons en fonction du coût que nous prévoyons engager, plus une marge appropriée.

Nos obligations de prestation sont remplies progressivement ou à un moment précis.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode fondée sur les intrants si nous déterminons que ces dispositifs ne peuvent servir à d'autres fins et que nous avons un droit juridiquement exécutoire à contrepartie pour les travaux exécutés à ce jour. Si nous déterminons que ces dispositifs peuvent servir à d'autres fins, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client obtient le contrôle des biens à leur achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'heures ou de cours de formation sont comptabilisés à un moment précis, soit à l'achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de services de maintenance de produits et de soutien après la livraison sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'estimation du temps écoulé. Les produits des activités ordinaires tirés des services de mise à niveau sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode du coût des intrants.

#### ***Soldes des contrats***

Les créances clients comprennent les montants facturés et les montants actuellement à recevoir des clients. Un actif sur contrat est comptabilisé lorsque des produits des activités ordinaires sont comptabilisés en sus des montants facturés ou lorsque nous avons un droit à contrepartie et que ce droit est conditionnel à un facteur autre que l'écoulement du temps. Un passif sur contrat est comptabilisé au titre des paiements reçus en sus des produits des activités ordinaires comptabilisés. Les actifs et les passifs sur contrat sont présentés sur une base nette pour chaque contrat à la date de clôture.

#### **Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions**

L'application d'IFRS 15 exige que nous posions des jugements et fassions des estimations qui influent sur le moment et le montant de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, notamment des jugements et des estimations relatifs :

- Au regroupement de contrats;
- Au prix de transaction et aux montants affectés aux obligations de prestation;
- Au moment où les obligations de prestation sont remplies.

#### **IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 intègre les trois facettes de la comptabilisation des instruments financiers, à savoir le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture.

IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement et d'évaluation des actifs financiers en fonction du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans la nouvelle norme.

IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39 par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Plus précisément, la nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers et qu'elles constatent les pertes de crédit attendues plus rapidement.

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture est davantage fondé sur les principes et aligne davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques.

Nous avons adopté IFRS 9 rétrospectivement en date du 1<sup>er</sup> avril 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.



Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-après.

## **Instrument financiers**

### **Classement et évaluation**

Les actifs financiers sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite classés comme étant évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Un actif financier dont les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts doit être ultérieurement évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et à la JVAERG si elle s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.

Tous les autres actifs financiers sont ultérieurement évalués à la JVRN, sauf si, lors de la comptabilisation initiale d'un placement dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, nous choisissons de présenter les variations de la juste valeur de cet instrument dans les autres éléments du résultat global. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres dont les variations de la juste valeur sont présentées dans les autres éléments du résultat global, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont jamais reclassés en résultat.

Les catégories « détenus jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » d'IAS 39 sont éliminées. Les actifs financiers classés en tant que « prêts et créances » et que « détenus en vue de la vente » au 31 mars 2018 ont respectivement été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti et à la JVAERG.

### **Dépréciation**

Le modèle des pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti. Ce modèle fait appel à une double approche d'évaluation aux termes de laquelle la provision pour pertes est évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Nous avons appliqué l'approche simplifiée et comptabilisé les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrat.

### **Comptabilité de couverture**

Toutes les relations de couverture qui sont actuellement désignées comme étant efficaces demeurent admissibles à la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9. IFRS 9 ne modifie pas les principes généraux de comptabilisation des couvertures efficaces, mais introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui exige que nous nous assurions que la comptabilité de couverture est mieux alignée avec les objectifs et la stratégie de gestion des risques. Ce nouveau modèle nous oblige également à appliquer une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

## **Nouvelles normes et modifications non encore adoptées**

### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique à l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

IFRS 16 peut être appliquée aux contrats de location :

- De façon rétrospective pour chaque période antérieure de présentation de l'information, en application d'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* ; ou
- De façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 aux résultats non distribués à la date de première application (« l'Approche rétrospective modifiée »).

Nous avons choisi d'appliquer IFRS 16 en utilisant « l'Approche rétrospective modifiée ». Selon cette approche, l'information comparative ne sera pas retraitée et l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 sera comptabilisé aux résultats non distribués à la date de première application, le 1<sup>er</sup> avril 2019.

Nous continuons d'évaluer l'incidence de l'application d'IFRS 16 sur nos états financiers. Bien que nous ayons décidé d'exclure certains éléments de faible valeur et les contrats de location à court terme lors de l'application initiale d'IFRS 16, nous n'avons toujours pas déterminé toutes les exemptions facultatives que nous appliquerons.

Lorsque nous sommes le preneur aux termes de contrats de location qui étaient considérés comme des contrats de location simple aux termes d'IAS 17, l'adoption d'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> avril 2019 entraînera la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'état consolidé de la situation financière. La modification des exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation découlant de l'adoption de cette norme entraînera à une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

### 13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2018, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière évaluent périodiquement l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

Nous avons acquis AOCE le 31 juillet 2018. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont limité la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de façon à exclure les contrôles, politiques et procédures d'AOCE. AOCE utilise des systèmes et des processus d'information distincts. Nous avons entrepris l'intégration des contrôles internes, politiques et procédures d'AOCE. Ce processus d'intégration devrait prendre fin à l'exercice 2019. Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2018, AOCE a contribué aux états financiers consolidés à hauteur d'environ 5 % des produits des activités ordinaires consolidés et d'environ 1 % du résultat opérationnel sectoriel total. De plus, le total de l'actif et le total du passif d'AOCE représentaient 2 % et 3 %, respectivement, du total consolidé de l'actif et du passif au 31 décembre 2018.

## 14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
<b>Exercice 2019</b>					
Produits des activités ordinaires	722,0	743,8	816,3	<sup>1)</sup>	2 282,1 \$
Résultat net	71,6	63,6	79,5	<sup>1)</sup>	214,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	60,7	77,6	<sup>1)</sup>	207,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,9	1,9	<sup>1)</sup>	7,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	<sup>1)</sup>	0,78 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	<sup>1)</sup>	0,77 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,6	267,4	266,1	<sup>1)</sup>	267,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,3	269,2	267,5	<sup>1)</sup>	268,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,31	1,32	<sup>1)</sup>	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,52	1,51	<sup>1)</sup>	1,52
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,76	1,71	1,70	<sup>1)</sup>	1,72
<b>Exercice 2018</b>					
Produits des activités ordinaires	656,2	618,2	828,2	720,9	2 823,5 \$
Résultat net	61,2	62,1	145,8	85,6	354,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	59,6	60,3	143,8	82,3	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8	2,0	3,3	8,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,54	0,31	1,29 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,53	0,31	1,28 \$
Résultat par action avant l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	0,22	0,20	0,38	0,31	1,11 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	268,6	268,7	268,1	267,6	268,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,8	269,9	269,5	269,0	269,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,35	1,26	1,27	1,26	1,28
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,47	1,49	1,55	1,50
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,64	1,68	1,75	1,70
<b>Exercice 2017<sup>2)</sup></b>					
Produits des activités ordinaires	651,6	635,5	682,7	734,7	2 704,5 \$
Résultat net	69,3	48,9	69,3	69,1	256,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	68,7	48,3	67,6	67,4	252,0 \$
Activités abandonnées	(0,1)	0,1	0,2	(0,7)	(0,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	0,5	1,5	2,4	5,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités abandonnées	—	—	—	—	— \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités abandonnées	—	—	—	—	— \$
Résultat par action avant les éléments particuliers <sup>9)</sup>	0,26	0,21	0,26	0,31	1,03 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	269,3	268,7	268,5	268,3	268,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,6	269,6	269,7	269,6	269,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,30	1,33	1,32	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,46	1,46	1,44	1,41	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,85	1,71	1,66	1,64	1,71

<sup>1)</sup> Non disponible.<sup>2)</sup> Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 15. De plus amples renseignements sont présentés sous *Modifications de méthodes comptables*.<sup>9)</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	31 décembre 2018	31 mars 2018	1 avril 2017
			Retraité (note 2)	Retraité (note 2)
<b>Actif</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		361,7 \$	611,5 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs		577,3	452,0	450,1
Actifs sur contrat		497,3	439,7	348,5
Stocks		604,2	516,1	549,0
Acomptes		63,7	50,0	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer		63,9	40,7	25,6
Actifs financiers dérivés		7,7	13,3	23,4
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>2 175,8 \$</b>	<b>2 123,3 \$</b>	<b>1 965,1 \$</b>
Immobilisations corporelles	4	1 947,6	1 803,9	1 582,6
Immobilisations incorporelles	4	1 318,0	1 055,6	944,0
Participations mises en équivalence		297,8	242,7	375,8
Actifs d'impôt différé		56,7	61,2	42,9
Actifs financiers dérivés		11,2	11,5	16,0
Autres actifs		487,4	482,0	471,3
<b>Total de l'actif</b>		<b>6 294,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>				
Dettes fournisseurs et charges à payer		893,5 \$	666,9 \$	686,1 \$
Provisions		28,4	32,1	43,2
Impôt sur le résultat à payer		17,8	15,3	9,6
Produits différés		10,0	10,0	11,4
Passifs sur contrat		759,7	679,5	593,4
Partie courante de la dette à long terme		230,6	52,2	51,9
Passifs financiers dérivés		42,3	18,1	15,5
<b>Total du passif courant</b>		<b>1 982,3 \$</b>	<b>1 474,1 \$</b>	<b>1 411,1 \$</b>
Provisions		35,6	39,5	39,1
Dette à long terme		1 116,8	1 208,7	1 203,5
Obligations relatives aux redevances		137,0	140,8	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel		194,0	200,6	157,7
Profits différés et autres passifs		261,1	229,9	217,8
Passifs d'impôt différé		194,2	184,7	213,0
Passifs financiers dérivés		4,7	4,4	4,7
<b>Total du passif</b>		<b>3 925,7 \$</b>	<b>3 482,7 \$</b>	<b>3 385,4 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital-actions		640,9 \$	633,2 \$	615,4 \$
Surplus d'apport		25,2	21,3	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global		248,9	260,3	191,1
Résultats non distribués		1 374,2	1 314,3	1 126,2
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		<b>2 289,2 \$</b>	<b>2 229,1 \$</b>	<b>1 952,1 \$</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		79,6	68,4	60,2
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>2 368,8 \$</b>	<b>2 297,5 \$</b>	<b>2 012,3 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>6 294,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat net

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
		2018	2017	2018	2017
			Retraité (note 2)		Retraité (note 2)
Produits des activités ordinaires	4	816,3 \$	828,2 \$	2 282,1 \$	2 102,6 \$
Coût des ventes		583,0	572,5	1 628,6	1 461,7
<b>Marge brute</b>		<b>233,3 \$</b>	<b>255,7 \$</b>	<b>653,5 \$</b>	<b>640,9 \$</b>
Frais de recherche et de développement		31,1	29,8	91,5	92,1
Frais de vente, généraux et d'administration		101,4	98,6	292,0	268,5
Autres profits – montant net	5	(2,5)	(15,1)	(17,1)	(33,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	4	(9,7)	(8,8)	(23,1)	(31,9)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>113,0 \$</b>	<b>151,2 \$</b>	<b>310,2 \$</b>	<b>345,3 \$</b>
Charges financières – montant net	6	19,3	17,2	55,2	53,0
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>		<b>93,7 \$</b>	<b>134,0 \$</b>	<b>255,0 \$</b>	<b>292,3 \$</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		14,2	(11,8)	40,3	23,2
<b>Résultat net</b>		<b>79,5 \$</b>	<b>145,8 \$</b>	<b>214,7 \$</b>	<b>269,1 \$</b>
Attribuable aux:					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		77,6 \$	143,8 \$	207,7 \$	263,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,9	2,0	7,0	5,4
<b>Résultat par action attribuable</b>					
<b>aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>					
De base	8	0,29 \$	0,54 \$	0,78 \$	0,98 \$
Dilué	8	0,29 \$	0,53 \$	0,77 \$	0,98 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
<b>Résultat net</b>	<b>79,5 \$</b>	<b>145,8 \$</b>	<b>214,7 \$</b>	<b>269,1 \$</b>
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	137,9 \$	32,3 \$	51,8 \$	(41,1) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(2,0)	(4,3)	(17,9)	(24,3)
(Pertes) gains des couvertures de flux de trésorerie – montant net	(27,0)	(4,2)	(22,7)	20,3
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	0,1	4,0	0,7	(6,1)
(Pertes) gains d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(26,3)	(2,9)	(27,7)	28,5
Impôt sur le résultat	3,9	2,6	8,6	2,5
	<b>86,6 \$</b>	<b>27,5 \$</b>	<b>(7,2) \$</b>	<b>(20,2) \$</b>
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	(14,6) \$	(44,3) \$	18,5 \$	(44,0) \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	0,1	—	—	—
Impôt sur le résultat	3,9	11,9	(4,9)	11,8
	<b>(10,6) \$</b>	<b>(32,4) \$</b>	<b>13,6 \$</b>	<b>(32,2) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>76,0 \$</b>	<b>(4,9) \$</b>	<b>6,4 \$</b>	<b>(52,4) \$</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>155,5 \$</b>	<b>140,9 \$</b>	<b>221,1 \$</b>	<b>216,7 \$</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	150,6 \$	138,9 \$	209,9 \$	213,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4,9	2,0	11,2	3,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé des variations des capitaux propres

Période de neuf mois close le 31 décembre 2018 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
Solides à l'ouverture de la période (Retraité note 2)		267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	(11,4)	207,7 \$	207,7 \$	7,0 \$	214,7 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	—	13,6	2,2	4,2	6,4
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(11,4) \$	221,3 \$	209,9 \$	11,2 \$	221,1 \$
Options sur actions exercées		771 825	13,3	(1,8)	—	—	11,5	—	11,5
Achat facultatif au comptant d'actions		1 873	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1
Actions ordinaires rachetées et annulées	8	(3 610 100)	(8,7)	—	—	(84,1)	(92,8)	—	(92,8)
Charge de rémunération fondée sur des actions		—	—	5,7	—	—	5,7	—	5,7
Dividendes en actions	8	113 600	3,0	—	—	(3,0)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	8	—	—	—	—	(74,3)	(74,3)	—	(74,3)
<b>Solides à la clôture de la période</b>		<b>265 015 728</b>	<b>640,9 \$</b>	<b>25,2 \$</b>	<b>248,9 \$</b>	<b>1 374,2 \$</b>	<b>2 289,2 \$</b>	<b>79,6 \$</b>	<b>2 368,8 \$</b>
Période de neuf mois close le 31 décembre 2017 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Solides à l'ouverture de la période (Retraité note 2)		268 397 224	615,4 \$	19,4 \$	191,1 \$	1 126,2 \$	1 952,1 \$	60,2 \$	2 012,3 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	(18,0)	263,7 \$	263,7 \$	5,4 \$	269,1 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(18,0)	(32,2)	(50,2)	(2,2)	(52,4)
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(18,0) \$	231,5 \$	213,5 \$	3,2 \$	216,7 \$
Options sur actions exercées		1 002 300	15,2	(2,4)	—	—	12,8	—	12,8
Achat facultatif au comptant d'actions		1 496	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées	8	(2 061 500)	(4,8)	—	—	(39,6)	(44,4)	—	(44,4)
Charge de rémunération fondée sur des actions		—	—	4,4	—	—	4,4	—	4,4
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	3,3	3,3
Dividendes à des participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(2,5)	(2,5)
Dividendes en actions	8	108 899	2,4	—	—	(2,4)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	8	—	—	—	—	(67,4)	(67,4)	—	(67,4)
Solides à la clôture de la période (Retraité)		267 448 419	628,2 \$	21,4 \$	173,1 \$	1 248,3 \$	2 071,0 \$	64,2 \$	2 135,2 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre  
(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2018	2017
			Retraité
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net		214,7 \$	269,1 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	4	97,3	90,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	4	56,4	61,1
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(23,1)	(31,9)
Impôt sur le résultat différé		24,9	(9,8)
Crédits d'impôt à l'investissement		(8,0)	(14,4)
Rémunération fondée sur des actions		3,4	7,9
Régimes de retraite à prestations définies		12,4	6,0
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(22,1)	(24,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		4,4	4,8
Réévaluation d'un investissement, nette des coûts de réorganisation et autres		—	(4,0)
Autres		3,5	(15,1)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	0,3	(75,0)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>364,1 \$</b>	<b>265,5 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	3	(33,5) \$	(124,4) \$
Produit de la cession de participation dans un investissement		—	117,8
Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances	4	(202,7)	—
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	4	(155,6)	(116,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		2,5	16,4
Ajouts d'immobilisations incorporelles	4	(62,1)	(31,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(27,0)	(11,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		7,1	23,6
Autres		2,9	0,7
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(468,4) \$</b>	<b>(126,0) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Produits tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		237,0 \$	106,0 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(237,0)	(106,0)
Produit tiré de la dette à long terme		84,3	27,3
Remboursement sur la dette à long terme		(66,6)	(23,8)
Remboursement sur des contrats de location-financement		(8,3)	(15,6)
Dividendes versés		(74,3)	(67,4)
Émission d'actions ordinaires		11,6	12,8
Rachat d'actions ordinaires	8	(92,8)	(44,4)
Autres		—	(1,9)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(146,1) \$</b>	<b>(113,0) \$</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>			
		0,6 \$	(0,4) \$
<b>(Diminution) hausse nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(249,8) \$</b>	<b>26,1 \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>611,5</b>	<b>504,7</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>361,7 \$</b>	<b>530,8 \$</b>
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		38,0 \$	38,8 \$
Intérêts reçus		10,5	9,5
Impôt sur le résultat payé		23,4	30,6

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 8 février 2019.

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

#### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

#### Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

### **Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses**

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018, à l'exception des changements présentés à la note 2.

## **NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**

### **Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société**

#### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client a obtenu (ou à mesure qu'il obtient) le contrôle des biens ou des services. La nouvelle norme fournit également des directives concernant les transactions qui n'étaient pas abordées en détail, améliore les directives concernant les accords de prestations multiples et rehausse les obligations d'information sur les produits des activités ordinaires.

IFRS 15 a été adopté le 1<sup>er</sup> avril 2018. La Société a choisi d'appliquer cette norme selon l'approche rétrospective intégrale, qui prévoit le retraitement de nos résultats de 2018 et l'inscription d'un ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2017. La Société a également choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats conclus le 1<sup>er</sup> avril 2017 ou avant cette date n'ont pas été retraités;
- L'effet global des modifications apportées aux contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> avril 2017 a été reflété lorsque les obligations de prestation remplies et non remplies ont été identifiées et que les prix de transaction devant être affectés à ces éléments ont été déterminés; et
- Ni le montant des prix de transaction attribué aux obligations de prestation qui restent à remplir ni la dépréciation prévue de ce montant ne seront présentés pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> avril 2018.

La Société a examiné nos contrats commerciaux afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos pratiques de comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'adoption de la nouvelle norme a eu les répercussions suivantes :

- Les produits des activités ordinaires liés à certaines obligations de prestation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisfont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces obligations de prestation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. À mesure que les obligations de prestation à l'égard de ces dispositifs sont atteintes et que la fabrication progresse, les coûts visant la construction sont comptabilisés dans les stocks;
- Une partie de la contrepartie provenant des contrats au titre desquels nous recevons d'importants paiements anticipés doit dorénavant être attribuée à une composante financement importante lorsque certains critères sont réunis;
- L'identification des obligations de prestation pour certains accords de prestations multiples a changé;
- La Société présentait auparavant les actifs et les passifs sur contrat de construction dans les contrats en cours, alors que les soldes liés à la vente de biens et de services étaient classés en tant que créances clients non facturées et produits différés. Les soldes individuels de chaque contrat sont dorénavant présentés en tant qu'actifs ou passifs sur contrat.

Les tableaux suivants présentent l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 15 :

### Rapprochement de la situation financière

	1 avril 2017			31 mars 2018		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
<b>Actif</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	— \$	504,7 \$	611,5 \$	— \$	611,5 \$
Créances clients et autres débiteurs	548,4	(98,3)	450,1	568,4	(116,4)	452,0
Contrats en cours : actifs	337,5	(337,5)	—	401,6	(401,6)	—
Actifs sur contrat	—	348,5	348,5	—	439,7	439,7
Stocks	416,3	132,7	549,0	375,3	140,8	516,1
Acomptes	63,8	—	63,8	50,0	—	50,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	25,6	—	25,6	40,7	—	40,7
Actifs financiers dérivés	23,4	—	23,4	13,3	—	13,3
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>1 919,7 \$</b>	<b>45,4 \$</b>	<b>1 965,1 \$</b>	<b>2 060,8 \$</b>	<b>62,5 \$</b>	<b>2 123,3 \$</b>
Immobilisations corporelles	1 582,6	—	1 582,6	1 803,9	—	1 803,9
Immobilisations incorporelles	944,0	—	944,0	1 055,6	—	1 055,6
Participations mises en équivalence	378,4	(2,6)	375,8	244,5	(1,8)	242,7
Actifs d'impôt différé	42,8	0,1	42,9	60,9	0,3	61,2
Actifs financiers dérivés	16,0	—	16,0	11,5	—	11,5
Autres actifs	471,3	—	471,3	482,0	—	482,0
<b>Total de l'actif</b>	<b>5 354,8 \$</b>	<b>42,9 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>	<b>5 719,2 \$</b>	<b>61,0 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	695,2 \$	(9,1) \$	686,1 \$	669,6 \$	(2,7) \$	666,9 \$
Provisions	43,2	—	43,2	32,1	—	32,1
Impôt sur le résultat à payer	9,6	—	9,6	15,3	—	15,3
Produits différés	266,6	(255,2)	11,4	371,5	(361,5)	10,0
Contrats en cours : passifs	191,9	(191,9)	—	161,8	(161,8)	—
Passifs sur contrat	—	593,4	593,4	—	679,5	679,5
Partie courante de la dette à long terme	51,9	—	51,9	52,2	—	52,2
Passifs financiers dérivés	15,5	—	15,5	18,1	—	18,1
<b>Total du passif courant</b>	<b>1 273,9 \$</b>	<b>137,2 \$</b>	<b>1 411,1 \$</b>	<b>1 320,6 \$</b>	<b>153,5 \$</b>	<b>1 474,1 \$</b>
Provisions	39,1	—	39,1	39,5	—	39,5
Dette à long terme	1 203,5	—	1 203,5	1 208,7	—	1 208,7
Obligations relatives aux redevances	138,5	—	138,5	140,8	—	140,8
Obligations au titre des avantages du personnel	157,7	—	157,7	200,6	—	200,6
Profits différés et autres passifs	217,8	—	217,8	229,9	—	229,9
Passifs d'impôt différé	238,6	(25,6)	213,0	208,1	(23,4)	184,7
Passifs financiers dérivés	4,7	—	4,7	4,4	—	4,4
<b>Total du passif</b>	<b>3 273,8 \$</b>	<b>111,6 \$</b>	<b>3 385,4 \$</b>	<b>3 352,6 \$</b>	<b>130,1 \$</b>	<b>3 482,7 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>						
Capital-actions	615,4 \$	— \$	615,4 \$	633,2 \$	— \$	633,2 \$
Surplus d'apport	19,4	—	19,4	21,3	—	21,3
Cumul des autres éléments du résultat global	193,7	(2,6)	191,1	262,3	(2,0)	260,3
Résultats non distribués	1 192,3	(66,1)	1 126,2	1 381,4	(67,1)	1 314,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 020,8 \$	(68,7) \$	1 952,1 \$	2 298,2 \$	(69,1) \$	2 229,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	60,2	—	60,2	68,4	—	68,4
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 081,0 \$</b>	<b>(68,7) \$</b>	<b>2 012,3 \$</b>	<b>2 366,6 \$</b>	<b>(69,1) \$</b>	<b>2 297,5 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>5 354,8 \$</b>	<b>42,9 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>	<b>5 719,2 \$</b>	<b>61,0 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>

## Rapprochement du résultat net

	Trimestre clos le 31 décembre 2017			Période de neuf mois close le 31 décembre 2017		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	704,4 \$	123,8 \$	828,2 \$	2 049,3 \$	53,3 \$	2 102,6 \$
Coût des ventes	488,7	83,8	572,5	1 432,9	28,8	1 461,7
<b>Marge brute</b>	215,7 \$	40,0 \$	255,7 \$	616,4 \$	24,5 \$	640,9 \$
Frais de recherche et de développement	29,8	—	29,8	92,1	—	92,1
Frais de vente, généraux et d'administration	98,6	—	98,6	268,5	—	268,5
Autres profits – montant net	(15,1)	—	(15,1)	(33,1)	—	(33,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(10,4)	1,6	(8,8)	(31,0)	(0,9)	(31,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	112,8 \$	38,4 \$	151,2 \$	319,9 \$	25,4 \$	345,3 \$
Charges financières – montant net	16,9	0,3	17,2	52,2	0,8	53,0
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	95,9 \$	38,1 \$	134,0 \$	267,7 \$	24,6 \$	292,3 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(24,0)	12,2	(11,8)	15,4	7,8	23,2
<b>Résultat net</b>	119,9 \$	25,9 \$	145,8 \$	252,3 \$	16,8 \$	269,1 \$
Attribuable aux:						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	117,9 \$	25,9 \$	143,8 \$	246,9 \$	16,8 \$	263,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	—	2,0	5,4	—	5,4
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>						
De base	0,44 \$	0,10 \$	0,54 \$	0,92 \$	0,06 \$	0,98 \$
Dilué	0,44 \$	0,09 \$	0,53 \$	0,92 \$	0,06 \$	0,98 \$

	Exercice clos le 31 mars 2018		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 830,0 \$	(6,5) \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	1 953,1	(7,5)	1 945,6
<b>Marge brute</b>	876,9 \$	1,0 \$	877,9 \$
Frais de recherche et de développement	114,9	—	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	380,8	—	380,8
Autres profits – montant net	(37,4)	—	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(42,4)	(0,8)	(43,2)
<b>Résultat opérationnel</b>	461,0 \$	1,8 \$	462,8 \$
Charges financières – montant net	76,2	1,0	77,2
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	384,8 \$	0,8 \$	385,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	29,1	1,8	30,9
<b>Résultat net</b>	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Attribuable aux:			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	347,0 \$	(1,0) \$	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8,7	—	8,7
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>			
De base	1,29 \$	— \$	1,29 \$
Dilué	1,29 \$	(0,01) \$	1,28 \$

Bien que le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats soit impacté, il n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous:

### **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

#### **Obligations de prestation**

Une obligation de prestation est une promesse contractuelle envers un client qui prévoit la fourniture à celui-ci d'un bien ou d'un service distinct. Il s'agit de l'unité de comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Le prix de transaction est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé dans les produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de prestation est remplie, ou à mesure qu'elle est remplie. Le prix de transaction comprend, entre autres éléments et lorsque cela est nécessaire, le montant de contrepartie variable estimative dans la seule mesure où il est hautement probable qu'aucune reprise importante du montant cumulé des produits des activités ordinaires comptabilisés ne surviendra ultérieurement. La contrepartie variable est habituellement tirée d'incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes, de même que de pénalités. La Société tient également compte de l'existence d'une composante financement importante dans les contrats dont le calendrier d'encaissement et le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont substantiellement différents.

Le prix de transaction des contrats ayant des obligations de prestation multiples est affecté en fonction des prix de vente spécifiques estimatifs des biens ou des services promis qui sous-tendent chaque obligation de prestation. Si un prix de vente spécifique ne peut être observé directement à partir des ventes distinctes de biens ou de services à des clients similaires, la Société l'estime en fonction du coût qu'elle prévoit engager, plus une marge appropriée.

Les obligations de prestation de la Société sont remplies progressivement ou à un moment précis.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode fondée sur les intrants si la Société détermine que ces dispositifs ne peuvent servir à d'autres fins et que la Société a un droit juridiquement exécutoire à contrepartie pour les travaux exécutés à ce jour. Si la Société considère que ces dispositifs peuvent servir à d'autres fins, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client obtient le contrôle des biens à leur achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'heures ou de cours de formation sont comptabilisés à un moment précis, soit à l'achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de services de maintenance de produits et de soutien après la livraison sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'estimation du temps écoulé. Les produits des activités ordinaires tirés des services de mise à niveau sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode du coût des intrants.

#### **Soldes des contrats**

Les créances clients comprennent les montants facturés et les montants actuellement à recevoir des clients. Un actif sur contrat est comptabilisé lorsque des produits des activités ordinaires sont comptabilisés en sus des montants facturés ou lorsque la Société a un droit à contrepartie et que ce droit est conditionnel à un facteur autre que l'écoulement du temps. Un passif sur contrat est comptabilisé au titre des paiements reçus en sus des produits des activités ordinaires comptabilisés. Les actifs et les passifs sur contrat sont présentés sur une base nette pour chaque contrat à la date de clôture.

#### **Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions**

L'application d'IFRS 15 exige que la Société pose des jugements et fasse des estimations qui influent sur le moment et le montant de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, notamment des estimations et des jugements relatifs :

- Au regroupement de contrats;
- Au prix de transaction et aux montants affectés aux obligations de prestation;
- Au moment où les obligations de prestation sont remplies.

#### **IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 intègre les trois facettes de la comptabilisation des instruments financiers, à savoir le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture.

IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement et d'évaluation des actifs financiers en fonction du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans la nouvelle norme.

IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39 par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Plus précisément, la nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers et qu'elles constatent les pertes de crédit attendues plus rapidement.

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture est davantage fondé sur les principes et aligne davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques.

La Société a adopté IFRS 9 rétrospectivement en date du 1<sup>er</sup> avril 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de CAE.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous:

### **Instruments financiers**

#### **Classement et évaluation**

Les actifs financiers sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite classés comme étant évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Un actif financier dont les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts doit être ultérieurement évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et à la JVAERG si elle s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.

Tous les autres actifs financiers sont ultérieurement évalués à la JVRN, sauf si, lors de la comptabilisation initiale d'un placement dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société choisit de présenter les variations de la juste valeur de cet instrument dans les autres éléments du résultat global. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres dont les variations de la juste valeur sont présentées dans les autres éléments du résultat global, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont jamais reclassés en résultat.

Les catégories « détenus jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » d'IAS 39 sont éliminées. Les actifs financiers classés en tant que « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » au 31 mars 2018 ont respectivement été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti et à la JVAERG.

#### **Dépréciation**

Le modèle des pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti. Ce modèle fait appel à une double approche d'évaluation aux termes de laquelle la provision pour pertes est évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. La Société a appliqué l'approche simplifiée et comptabilisé les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrats.

#### **Comptabilité de couverture**

Toutes les relations de couverture qui sont actuellement désignées comme étant efficaces demeurent admissibles à la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9. IFRS 9 ne modifie pas les principes généraux de comptabilisation des couvertures efficaces, mais introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui exige que la Société s'assure que la comptabilité de couverture est mieux alignée avec les objectifs et la stratégie de gestion des risques. Ce nouveau modèle oblige également la Société à appliquer une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

### **Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société**

#### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique à l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

IFRS 16 peut être appliqué selon l'une des deux méthodes suivantes:

- De façon rétrospective pour chaque période antérieure pour laquelle elle présente l'information financière, en application d'IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*; ou
- De façon rétrospective avec l'effet cumulatif de l'application initiale de IFRS 16 comptabilisée aux résultats non distribués à la date de première application (« l'Approche rétrospective modifiée »).

La Société a choisi d'appliquer IFRS 16 en utilisant l'Approche rétrospective modifiée. Selon cette approche, l'information comparative ne sera pas retraitée et l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme IFRS 16 sera comptabilisé aux résultats non distribués à la date de première application, le 1<sup>er</sup> avril 2019.

La Société continue d'évaluer l'incidence de l'application de la norme IFRS 16 sur ses états financiers. Bien que la Société ait décidé d'exclure certains éléments de faible valeur et les contrats de location à court terme lors de l'application de la norme IFRS 16, elle n'a pas encore achevé la détermination de toutes les exemptions facultatives à appliquer.

Lorsque la Société est le preneur dans le cadre de contrats de location qui étaient considérés comme des contrats de location simple au sens de la norme IAS 17, l'adoption de la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> avril 2019 entraînera la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'état consolidé de la situation financière. La modification de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation à fournir liés à l'adoption de cette norme entraînera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple de la Société et une augmentation de ses charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

### **NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

#### **Alpha-Omega Change Engineering**

Le 31 juillet 2018, la Société a acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE) pour une contrepartie en espèces (déduction faite de la trésorerie) de 33,5 millions \$, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. AOCE est un fournisseur de service d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Le prix d'achat est principalement affecté au goodwill et aux immobilisations incorporelles. L'acquisition renforcera les capacités fondamentales de la Société, en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, renforcera sa position sur des plate-formes ayant une longue durée de vie telles que les avions de combat et élargira notre capacité de poursuivre des programmes à sécurité de niveau supérieur aux États-Unis.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

La répartition du prix d'achat devrait être achevée dès que la direction aura rassemblé toutes les informations importantes disponibles et jugées nécessaires pour la finaliser.

#### **Division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier**

Le 8 novembre 2018, la Société a annoncé qu'elle a convenu d'acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier pour une contrepartie de 645 millions \$ US, avant la prise en charge du passif. L'acquisition fournira à la Société une main d'oeuvre spécialisée, un portefeuille de clients et 12 simulateurs de vol d'avions d'affaires et des dispositifs d'entraînement à ajouter à son réseau de formation. La clôture de la transaction est assujettie aux approbations réglementaires.

### **NOTE 4 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

La Société a décidé de ventiler les produits tirés des contrats avec les clients par segment, par produits et services et par emplacement géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

#### **Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires externes	458,4	\$ 540,5	\$ 330,2	\$ 259,8	\$ 27,7	\$ 27,9	\$ 816,3	\$ 828,2
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	28,2	26,4	4,8	4,0	0,7	0,6	33,7	31,0
Immobilisations incorporelles et autres actifs	9,5	9,5	7,0	6,3	2,7	2,6	19,2	18,4
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,2	0,3	0,3	0,3	—	—	0,5	0,6
Baisse de valeur des créances clients – montant net	0,1	3,5	—	—	—	—	0,1	3,5
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	7,8	5,7	1,9	3,1	—	—	9,7	8,8
Résultat opérationnel sectoriel	87,2	119,4	25,2	30,3	0,6	1,5	113,0	151,2

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires externes	1 282,4	\$ 1 230,0	\$ 918,8	\$ 792,5	\$ 80,9	\$ 80,1	\$ 2 282,1	\$ 2 102,6
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	81,1	74,6	14,2	14,3	2,0	1,9	97,3	90,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	28,6	28,3	19,9	24,8	7,9	8,0	56,4	61,1
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,4	2,2	0,6	0,7	0,1	—	1,1	2,9
Baisse de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net	0,4	3,6	0,4	—	—	(0,1)	0,8	3,5
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	15,4	23,4	7,7	8,5	—	—	23,1	31,9
Résultat opérationnel sectoriel	228,8	255,6	80,8	87,6	0,6	2,1	310,2	345,3

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Solutions de formation pour l'aviation civile	65,6	\$ 45,2	\$ 165,0	\$ 107,7
Défense et sécurité	15,9	7,0	43,5	33,2
Santé	4,6	2,2	9,2	7,5
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	86,1	\$ 54,4	\$ 217,7	\$ 148,4

#### *Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances*

En novembre, la Société a convenu de monétiser ses obligations de paiement de redevances futures en vertu d'un programme de fournisseur autorisé de formation avec Bombardier et de prolonger cet accord jusqu'en 2038. En décembre, la Société a conclu la transaction de monétisation qui a entraîné une sortie de fonds de 202,7 millions \$ [155 millions \$ US]. La monétisation représente la somme actualisée des redevances futures payables par CAE au cours des 20 prochaines années. À la suite de cette transaction, des immobilisations incorporelles de 156,7 millions \$ et des immobilisations corporelles de 46,0 millions \$ ont été comptabilisées dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

#### **Actif et passif utilisés par secteur**

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.



Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
		Retraité
<b>Actif utilisé</b>		
Solutions de formation pour l'aviation civile	3 501,7 \$	3 072,8 \$
Défense et sécurité	1 678,0	1 414,0
Santé	268,7	253,5
Actif non inclus dans l'actif utilisé	846,1	1 039,9
<b>Total de l'actif</b>	<b>6 294,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>
<b>Passif utilisé</b>		
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 168,0 \$	1 031,0 \$
Défense et sécurité	645,2	469,8
Santé	45,5	42,0
Passif non inclus dans le passif utilisé	2 067,0	1 939,9
<b>Total du passif</b>	<b>3 925,7 \$</b>	<b>3 482,7 \$</b>

### Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires				
Produits de simulation	348,2 \$	440,5 \$	962,7 \$	964,5 \$
Formation et services	468,1	387,7	1 319,4	1 138,1
	<b>816,3 \$</b>	<b>828,2 \$</b>	<b>2 282,1 \$</b>	<b>2 102,6 \$</b>

### Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	58,7 \$	60,4 \$	183,2 \$	198,2 \$
États-Unis	315,1	284,2	840,2	757,9
Royaume-Uni	57,8	51,0	162,8	180,2
Allemagne	26,6	29,2	79,2	69,9
Pays-Bas	44,4	21,7	69,8	64,0
Autres pays d'Europe	103,2	80,5	330,8	227,0
Émirats arabes unis	27,4	34,6	88,9	95,8
Chine	74,9	108,3	179,7	177,5
Autres pays d'Asie	60,4	123,1	209,0	233,2
Australie	10,4	16,8	38,4	42,7
Autres pays	37,4	18,4	100,1	56,2
	<b>816,3 \$</b>	<b>828,2 \$</b>	<b>2 282,1 \$</b>	<b>2 102,6 \$</b>

	<b>31 décembre</b>	31 mars
	<b>2018</b>	2018
		Retraité
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	<b>1 216,1 \$</b>	903,2 \$
États-Unis	<b>1 089,5</b>	945,7
Brésil	<b>124,2</b>	118,1
Royaume-Uni	<b>258,8</b>	250,3
Luxembourg	<b>192,3</b>	194,1
Pays-Bas	<b>208,4</b>	223,6
Autres pays d'Europe	<b>339,1</b>	324,8
Malaisie	<b>179,4</b>	197,1
Autres pays d'Asie	<b>164,3</b>	149,2
Autres pays	<b>87,6</b>	82,1
	<b>3 859,7 \$</b>	3 388,2 \$

## NOTE 5 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les	
	2018	2017	2018	2017
Cession d'immobilisations corporelles	<b>0,1 \$</b>	0,2 \$	<b>1,2 \$</b>	5,4 \$
Montant net des (pertes) gains de change	<b>(0,2)</b>	6,7	<b>15,2</b>	4,3
Réévaluation d'un investissement – montant net	—	12,2	—	12,2
Cession de participation dans un investissement	—	—	—	14,3
Autres	<b>2,6</b>	(4,0)	<b>0,7</b>	(3,1)
Autres profits – montant net	<b>2,5 \$</b>	15,1 \$	<b>17,1 \$</b>	33,1 \$

## NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

### Facilités d'emprunt

Suite à l'annonce de l'accord pour acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier (note 3), la Société a conclu une entente visant à émettre une série de billets de créances de premier rang non garantis au moyen de placement privé pour un montant total disponible de 550,0 millions \$ US au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019. Les billets seront émis en tranches libellées en dollars américains à des taux d'intérêt fixes variant entre 4,45 et 4,90 % par année, selon une date d'échéance de 10 à 15 ans. Les facilités d'emprunt ont été inutilisées au 31 décembre 2018.

En décembre 2018, la Société a contracté des emprunts à terme d'un montant de 150,0 millions \$ US. Il n'y avait pas de montant prélevé en vertu de cette nouvelle facilité de crédit au 31 décembre 2018.

**Charges financières – montant net**

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	14,8 \$	13,3 \$	44,4 \$	39,6 \$
Contrats de location-financement	1,9	2,0	5,6	6,8
Obligations relatives aux redevances	3,0	2,7	9,0	8,1
Obligations au titre des avantages du personnel	1,5	1,3	4,2	3,7
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,2	0,4	0,8	1,1
Autres	3,3	2,1	8,6	6,5
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,4)	(0,8)	(3,5)	(2,5)
Charges financières	23,3 \$	21,0 \$	69,1 \$	63,3 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(2,0) \$	(2,5) \$	(6,7) \$	(7,4) \$
Autres	(2,0)	(1,3)	(7,2)	(2,9)
Produits financiers	(4,0) \$	(3,8) \$	(13,9) \$	(10,3) \$
Charges financières – montant net	19,3 \$	17,2 \$	55,2 \$	53,0 \$

**NOTE 7 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE****Projet Intelligence Numérique**

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2019, la Société a annoncé son intention d'investir en R-D au cours des cinq prochaines années, notamment dans le Projet Intelligence Numérique (PDI). L'objectif de ce projet est de développer des solutions de formation de prochaine génération pour les secteurs de l'aviation, de la défense et sécurité, et de la santé, qui mettront à profit les technologies numériques.

Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du Fonds stratégique pour l'innovation (FSI), et le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec (IQ) ont accepté de participer au projet au moyen de prêts sans intérêt jusqu'à concurrence de 150,0 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement, en lien avec les dépenses admissibles engagées de l'exercice 2019 à l'exercice 2023.

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innovar, SimÉco 4.0 et PDI sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Montant net à recevoir à l'ouverture de la période	16,3 \$	6,6 \$	6,2 \$	6,3 \$
Contributions	13,9	7,1	32,9	21,0
Paiements reçus	(10,8)	(7,3)	(19,7)	(20,9)
Montant net à recevoir à la clôture de la période	19,4 \$	6,4 \$	19,4 \$	6,4 \$

**NOTE 8 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES****Capital-actions****Rachat et annulation d'actions ordinaires**

Le 9 février 2018, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 349 804 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2018 et prendra fin le 22 février 2019 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2018, la Société avait racheté et annulé 3 610 100 actions ordinaires (2 061 500 actions en 2017) au prix moyen pondéré de 25,71 \$ l'action ordinaire (21,52 \$ en 2017) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 92,8 millions \$ (44,4 millions \$ en 2017). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 84,1 millions \$ (39,6 millions \$ en 2017), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

**Calcul du résultat par action**

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	266 073 641	268 098 211	267 050 425	268 458 862
Effet dilutif des options sur actions	1 407 901	1 393 285	1 504 036	1 250 788
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	267 481 542	269 491 496	268 554 461	269 709 650

Pour les trois mois se terminant le 31 décembre 2018, des options sur 1 722 800 actions ordinaires (zéro option en 2017) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour les neuf mois se terminant le 31 décembre 2018, des options sur 1 722 800 actions ordinaires (1 950 100 en 2017) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

**Dividendes**

Les dividendes déclarés pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2018 se sont élevés à 26,5 millions \$, soit 0,10 \$ par action (24,1 millions \$ en 2017, soit 0,09 \$ par action). Pour les neuf mois se terminant le 31 décembre 2018, les dividendes déclarés se sont élevés à 77,3 millions \$, soit 0,29 \$ par action (69,8 millions \$ en 2018, soit 0,26 \$ par action).

**NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2018	2017
		Retraité
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	(74,5) \$	24,0 \$
Actifs sur contrat	(38,5)	(78,8)
Stocks	(77,6)	24,4
Acomptes	(11,3)	(9,1)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(25,0)	0,6
Dettes fournisseurs et charges à payer	178,2	(80,3)
Provisions	(9,1)	(15,4)
Impôt sur le résultat à payer	1,9	(11,1)
Produits différés	(2,3)	(1,3)
Passifs sur contrat	58,5	72,0
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	0,3 \$	(75,0) \$

## NOTE 10 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des investissements en actions dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties éventuelles découlant des regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté au risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

**Hiérarchie des justes valeurs**

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1: Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3: Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par catégorie:

	Niveau	31 décembre 2018		31 mars 2018	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		Total	Total	Retraité Total	Retraité Total
<b>Actifs (passifs) financiers à la JVRN<sup>1)</sup></b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	361,7 \$	361,7 \$	611,5 \$	611,5 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	33,3	33,3	31,8	31,8
Dérivés incorporés sur devises	Niveau 2	0,9	0,9	0,9	0,9
Swaps sur actions	Niveau 2	(2,3)	(2,3)	1,5	1,5
Contrats de change à terme	Niveau 2	(13,2)	(13,2)	(2,1)	(2,1)
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	(12,0)	(12,0)	(11,0)	(11,0)
<b>Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture</b>					
Swaps de devises	Niveau 2	13,3	13,3	10,6	10,6
Contrats de change à terme	Niveau 2	(26,8)	(26,8)	(8,7)	(8,7)
Swaps de taux d'intérêt	Niveau 2	—	—	0,1	0,1
<b>Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti</b>					
Créances clients <sup>2)</sup>	Niveau 2	512,5	512,5	416,0	416,0
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	95,3	103,5	93,8	101,4
Avances à un placement de portefeuille	Niveau 2	32,6	32,6	38,1	38,4
Autres actifs <sup>3)</sup>	Niveau 2	26,6	26,6	30,8	30,8
Dettes fournisseurs et charges à payer <sup>4)</sup>	Niveau 2	(805,5)	(805,5)	(588,2)	(588,2)
Total de la dette à long terme <sup>5)</sup>	Niveau 2	(1 350,5)	(1 383,6)	(1 262,9)	(1 322,8)
Autres passifs non courants <sup>6)</sup>	Niveau 2	(162,1)	(174,3)	(156,5)	(177,4)
<b>Actifs financiers à la JVRG<sup>7)</sup></b>					
Investissements en actions	Niveau 3	3,3	3,3	1,5	1,5
		<b>(1 292,9) \$</b>	<b>(1 330,0) \$</b>	<b>(792,8) \$</b>	<b>(865,7) \$</b>

<sup>1)</sup> JVRN : juste valeur par le biais du résultat net.

<sup>2)</sup> Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

<sup>3)</sup> Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

<sup>4)</sup> Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

<sup>5)</sup> La valeur comptable exclut les coûts de transaction.

<sup>6)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

<sup>7)</sup> JVRG: juste valeur par le biais du résultat global.

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont les suivantes :

<i>Périodes de neuf mois close le 31 décembre</i>	<b>2018</b>
Solde à l'ouverture de la période	<b>(9,5) \$</b>
Total des pertes réalisées et latentes:	
Inclus dans le résultat net	<b>(1,0)</b>
Émis et réglés	<b>1,8</b>
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>(8,7) \$</b>

**NOTE 11 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES**

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	<b>31 décembre 2018</b>	31 mars 2018
		Retraité
Créances clients et autres débiteurs	<b>39,6 \$</b>	38,0 \$
Actifs sur contrat	<b>21,2</b>	15,9
Autres actifs	<b>20,3</b>	25,4
Dettes fournisseurs et charges à payer	<b>2,0</b>	7,2
Passifs sur contrat	<b>36,6</b>	6,4

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	<b>Trimestres clos les 31 décembre</b>		<b>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</b>	
	<b>2018</b>	2017	<b>2018</b>	2017
		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires	<b>21,4 \$</b>	34,7 \$	<b>44,1 \$</b>	63,6 \$
Achats	<b>0,6</b>	0,5	<b>1,8</b>	2,8
Autres produits	<b>0,4</b>	0,4	<b>1,1</b>	1,2

**NOTE 12 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE**

Le 30 janvier 2019, la Société a acquis la participation de 50 % d'Avianca dans la coentreprise de formation récemment constituée, y compris les actifs de formation d'Avianca, dans le cadre d'une entente d'impartition exclusive de services de formation d'une durée de 15 ans.





